

le libertaire

Rédaction : SEBASTIEN FAURE
Administration : PIERRE MUADES
9, rue Louis-Blanc, Paris (10^e)

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

POUR LA PAIX

LETTRE OUVERTE
aux 5.000 pacifistes, réunis en Congrès à Bierville

Le fait saillant de la semaine, c'est : Le Congrès sur la paix par la Jeunesse qui se réunit à Bierville du 17 au 22 août 1926.

Tous les journaux ont annoncé la tenue de ce Congrès, auquel prennent part 5.000 délégués, représentant 30 nations. Au nom de l'U.A.C. et du « Libertaire », j'adresse à ces pacifistes « bourgeois », la lettre ouverte que voici.

Messieurs,

Vous vous proposez de jeter les bases de la Paix par la Jeunesse.

Travailler pour la paix est une des œuvres les plus augustes et les plus urgentes qu'il soit possible d'imaginer et faire appel à la Jeunesse, c'est confier sagement à l'avenir le soin de réaliser cette œuvre magnifique.

Comme l'enfer, Messieurs, vous êtes parés d'excellentes intentions et il ne peut venir à personne l'idée de vous refuser l'hommage que méritent ces intentions admirables.

Mais permettez à un homme qui possède quelque expérience et qui, depuis de nombreuses années, se penche, fervent et angoissé, sur le problème de la Paix, de vous faire connaître, loyalement et sans ambages, le résultat de ses longues cogitations.

Et d'abord, vous apprendrez-je quelque chose en vous disant que je n'ai jamais rencontré quelqu'un — homme ou femme — se déclarant, en principe, pour la guerre ? Je ne pense pas et je ne dis pas que personne ne veut, n'appelle, ne désire la guerre ; je dis simplement que personne n'ose, en temps de paix, s'affirmer ennemi de la paix et partisan de la guerre.

Il serait, au surplus, plus que jamais prodigieux qu'il en fût autrement : la guerre maudite de 1914-1918 a laissé dans toutes les mémoires des souvenirs si horribles que, d'instinct, la conscience de chacun envisage comme une épouvantable calamité le retour d'une telle catastrophe et que, d'instinct aussi, tous forment des vœux en faveur de la paix.

« Haine de la guerre ; amour de la paix » ; si on fouillait dans les cœurs, ce sont deux sentiments qu'on trouverait à peu près dans tous.

Il serait donc banal et inutile de vous réunir en Congrès par centaines et par milliers, si vous deviez vous borner à vous affirmer partisans de la Paix, à pousser des acclamations, à chanter des hymnes, à organiser en faveur de la Paix de solennelles et grandioses cérémonies.

Je ne vous fais pas l'injure, Messieurs, de penser que, ce soit là tout votre programme.

Votre programme doit avoir, il a certainement pour but d'étudier et d'arrêter les moyens pratiques propres : 1° A empêcher la guerre ; 2° A fonder un régime de paix stable et, si possible, définitif.

C'est ainsi, Messieurs, que se pose le problème de la paix : tout le reste n'est que mise en scène, décor, solennité, faconde, attitude et pose sans sincérité, sans courage, sans signification précise, et sans influence sur le cours des événements d'où sortira demain ou la guerre ou la paix.

Il s'agit donc avant tout et même uniquement d'empêcher la guerre. Un seul moyen s'offre à toute personne sensée. Ce moyen consiste à rechercher loyalement la cause véritable, profonde, essentielle, fondamentale des guerres et, cette cause étant découverte, à travailler de toutes ses forces à sa suppression.

Il est évident que tant que ne sera pas abolie la cause, l'effet persistera.

Il sera possible, en certaines circonstances, de prévenir un conflit imminent et d'en ajourner le déclenchement ; mais cette victoire, purement occasionnelle, n'aura en aucune façon fortifié la cause de la Paix, celle-ci restant à la merci du lendemain.

Il est donc tout à fait indispensable, et avant toutes choses, de dépourvoir la cause véritable et essentielle d'où sort la guerre, afin de dénoncer publiquement, de combattre et d'abolir cette cause.

Eh bien ! Messieurs, cette cause est aujourd'hui connue et, depuis plus d'un demi-siècle, les Anarchistes la dénoncent sans se

Des camarades iront distribuer aux congressistes de Bierville quelques milliers de tracts contenant cette lettre ouverte.

Nous n'ignorons pas le sort que subira celle-ci. Il suffit de savoir que prennent part à ce Congrès nombre d'hommes d'Etat et de chefs de partis politiques, de curés et de pasteurs, de mercantiles et d'exploiteurs (peut-être même y a-t-il des fabricants de « canons et munitions »), pour être certain d'avance qu'il ne sortira de ce Congrès, en dépit du battage de presque toute la Presse, que comédie, verbiage, mariage symbolique de drapeaux de toutes nationalités, pompes oratoires, congratulations, accolades et balivernes de même futilité.

Nous avons même le sentiment que, si, demain, la guerre éclatait, (soyons équitables presque), tous ces bonshommes marcheraient et feraient docilement la « dernière des guerres ».

N'importe !

Une fois de plus, comme en toutes circonstances, les anarchistes de l'U.A.C. auront fait entendre leur voix ; ils se seront affirmés sur l'unique solution d'un problème important, délicat et d'actualité.

En l'occurrence, c'est, hélas ! tout ce qu'ils peuvent faire. Encore est-il bien qu'ils le fassent !

Sébastien Faure.

UNION ANARCHISTE COMMUNISTE

Dans les bois de Garches-Marne-la-Coquette se déroulera dimanche prochain, 22 août

UNE GRANDE FÊTE CHAMPÊTRE

au profit du Libertaire et de l'Entraide

Petits et grands, compagnes et camarades, tous les lecteurs du « Libertaire » y assisteront, l'Union Anarchiste-Communiste leur donne l'assurance qu'ils ne regretteront pas leur journée, dont voici le programme :

MUSIQUES ET CHANTS

Présence de la fanfare assurée par le groupe de Saint-Denis
Concert fraternel auquel participeront de nombreux camarades

DIVERTISSEMENTS

Course en sac, pêche à la ligne, jeux de ciseaux, amusement pour les petits, distribution de gâteaux, boîtes à surprises, etc., etc.
La Librairie Sociale fournira une grande quantité de ses plus beaux livres.

TOUS A GARCHES DIMANCHE PROCHAIN, 22 AOUT

Départ gare Saint-Lazare, descendre à Garches-Marne-la-Coquette. Heures des trains : 8 h. 26, 9 h. 22, 10 h. 6, 11 h. 25, 11 h. 50, 13 h. 6, 13 h. 51 et 14 h. 24.

Pour le retour : 13 h. 56, 20 h. 15, 20 h. 52, 21 h. 35, 22 h. 15.

Prix du voyage aller et retour : 5 francs.

RAVITAILLEMENT

Les camarades trouveront sur place leurs boissons (vins, limonade, bière, eaux minérales, etc.). Nous les prions donc de ne pas s'embarrasser avec des bouteilles. Des boîtes de conserves seront également mises en vente.

RECOMMANDATION IMPORTANTE

Nous recommandons aux camarades d'apporter leur pain et leurs repas. Des pancartes et des flèches indiqueront le chemin : à l'entrée du bois, les camarades tourneront à gauche, la droite étant réservée au rayon de Puteaux. Par leur attitude, les anarchistes sauront acquiescer ou conserver la sympathie des nouveaux venus et des promeneurs.

L'U. A. C.
Prière à tous les copains disponibles de se trouver dimanche matin à 6 h. 30, gare Saint-Lazare, salle des Pas-Perdus.

PROPOS d'un PARIA

La saison de la Paix bat son plein. Notre ami Sébastien Faure dit à son sujet tout ce qui, à notre point de vue anarchiste, est nécessaire. En dire, je me contenterai donc de souligner la grotesque de ces paroles en toutes langues, tous destinés à donner le change à ceux qui ne cherchent pas à approfondir.

Paris-Soir nous annonce que la séance d'ouverture du Congrès de Bierville eut lieu, mardi, et que cinq mille personnes de toutes races (allèrent être les victimes d'un discours « d'ouverture » pour la paix de M. P.-P. Painlevé, ministre de la Guerre français du cabinet actuel de M. Poincaré — cet autre pacifiste.

Cela, c'est déjà drôle !... Mais, le Chemin des Dames n'est pas sans doute un chemin de Damas, pour l'éminent pyrotechnicien du défunt cartel des gauches.

Et les pacifistes sur-béatants durent se contenter des promesses limitées de Monseigneur Marc Sangnier et de M. l'évêque d'Arras. Ajoutons que tous ces discours de bonne volonté sont abrités dans des marabouts généreusement prêtés par le Paul Prudent déjà nommé et qu'une musique militaire accompagne de ses œuvres « pacifistes » les hymnes à la paix des cabots en kalé.

Je n'aurai garde de ne pas signaler que M. et Mme Xavier Privas, que nous eûmes autrefois le plaisir d'entendre dans nos fêtes familiales, prêtèrent eux aussi leur concours à un grand « festival en l'honneur de la Chanson Française et l'idée de paix à travers les âges ». M. Xavier Privas a d'excellentes chansons à son répertoire, mais je suis bien sûr que ce n'est pas celle-là qu'il a chantée aux invités de M. Marc Sangnier !... Je ne suppose pas non plus qu'il leur a chanté ses chansons de guerre.

Après tout, me direz-vous, tous ces gens sont bien libres de fêter la paix, de la glorifier, de la béatifier, voire de la canoniser, même sur l'air de la Madelon ou du Père la Victoire !... Evidemment !... Mais il faut bien dire parce que c'est vrai, que tous ces frères mironton se jouent de la paix, comme de leur première liquette. A la gare, les évêques pacifistes ! Au bout duquel, les parlementaires de toutes nations, les politiciens cosmopolites, préchant, gesticulant et arrosant de leurs postillons, les faces réjouies de congressistes hilares.

Tout ça, c'est du chiqué ! Nous retrouvons tout ce beau monde au tournant du premier conflit international, excitant au meurtre collectif avec les mêmes gestes de cabotin... et la même sincérité.

Et je ne puis m'empêcher de faire un parallèle entre ces pacifistes... en temps de paix... et ces antimilitaristes qui ne trouvent rien de mieux pour prouver leur aversion des choses de l'armée, que de s'organiser militairement, de se créer un uniforme, d'obéir au doigt et à l'œil, à un quelconque matamore, d'être ceinturonné, guêtré, galonné, et qui se casquerait bien, s'il n'avait peur du ridicule — ce en quoi il a tort, car le ridicule ne tue plus — et dont l'idéal est de voir le prolétariat, rassemblé, uniformisé, pareillement accouturé, et marchant au pas à la conquête des pouvoirs publics !

En vérité, je vous le dis, nous avons fort à faire pour défendre la Paix et l'antimilitarisme contre tous ces « pacifistes » et ces « anti-guerriers ».

Pierre MUADES.

LA GRANDE PÉNITENCE

Pour la classe ouvrière et la moyenne, elle continue et va s'aggravant sans cesse.

Allez à Deauville, Vichy et autres villes de plaisirs et de jeux... et vous y verrez festoyer la cohue des voleurs et des rastas enmillionnés par l'exploitation du travail et la misère des travailleurs.

LA MISÈRE-SOLUTION

par Georges BASTIEN

On nous a d'abord dit : « L'Allemagne paiera et, avec ses paiements, la France se rétablira, se relèvera de ses ruines, équilibrera son budget », et palati et palati. On sait ce qu'il en est résulté. L'Allemagne n'a pas payé et pour cause. L'Etat allemand a même fait faillite. C'est une solution comme une autre. Beaucoup de commerçants et gens d'affaires, malins, s'en sont servis. En politique, comme ailleurs, « rien ne se perd et rien ne se crée ». Ce qu'ont perdu la petite bourgeoisie parasitaire et le prolétariat s'est retrouvé dans les poches des gros — ou, ce qui est mieux et plus prudent, placé dans les banques étrangères.

L'école de la faillite, en France (peu gênée par le sentiment patriotique) voudrait bien imiter les confrères d'outre-Rhin. La politique de l'inflation a chez nous de chauds partisans. Pensez donc ! quels bénéfices ! Les bas de laine qui ont prêté de l'argent, soit à l'Etat, soit aux grandes compagnies comme actionnaires, soit à la Caisse d'épargne, soit même à de simples particuliers, entrepreneurs, cet argent, on le remboursera intégralement. Mais tant pis pour les bas de laine si les francs qu'on leur donne représentent le vingtième ou le millième de la valeur de ceux qu'ils ont versés. Je n'en parle que par pitié pour eux, ils ne sont pas intéressants. Laissons aux politiciens, de droite ou d'extrême-gauche, la besogne de verser des pleurs de Tartufe sur le malheur de la petite bourgeoisie. N'en causons que pour les besoins de la démonstration objective. Et aussi pour montrer que lorsque nous parlons d'expropriation, si nous croyons parler de quelque chose de nouveau, nous nous mettons les doigts dans l'œil jusqu'à l'épaule. Il y a longtemps que la bourgeoisie exproprie. On peut même dire, sans risque d'être paradoxal, que l'origine de toute propriété, c'est l'expropriation. Il suffit d'être assez roublard pour faire légaliser la chose, pendant ou après l'opération.

Ce qui nous touche davantage, c'est le sort des innombrables travailleurs. Ceux-là n'ont pas d'épargne à se faire râler. Ils ne vivent que de leurs salaires. L'inflation, ou plutôt la faillite déguisée de la monnaie, rapide ou lente, a pour résultats automatiques l'augmentation du coût de tous les produits. Et comme la générosité patronale bien connue n'aime pas lâcher l'augmentation correspondante, qu'on donne du 5 % d'augmentation quand les prix ont haussé de 20 %, et qu'on les donne trois ou six mois après la hausse, le résultat le plus net pour les ouvriers est la misère. Seulement, comme les bras ou les cerveaux des travailleurs continuent à produire autant qu'auparavant — je dirais même plus — et que ce travail moins payé est vendu plus cher, l'esprit le plus obtus comprendra qu'il y a là une petite ou grosse différence, qui n'est pas perdue pour tout le monde.

On nous a dit, d'autre part, que la cause du mal était le déséquilibre du budget de l'Etat. Je me suis mal expliqué la chose, et ne l'ai jamais trouvée une raison suffisante. Donc, il fallait équilibrer le budget. Pour cela voter de nouveaux impôts ; organiser la chasse fiscale aux gros sous des contribuables et des consommateurs, traquer sans pitié le gibier casaqueur, dans les plus petits coins où il pourrait se cacher.

Depuis trois ans, c'est une avalanche de nouveaux impôts qui tombent en cascade. Or, l'impôt quel qu'il soit et comment il se nomme, retombe mécaniquement et de chute en chute, du détenteur de la propriété, des machines ou des produits, à celui qui, en dernier ressort, n'a plus personne après lui pour repasser le petit cadeau : le consommateur pauvre (car le consommateur bourgeois, si le coût de la vie augmente, sait à merveille pratiquer la répartition). J'attends toujours qu'une des grandes compétences en matière de fiscalité, un de ces débiteurs de discours aussi retentissants que démagogiques, n'est-ce pas, Blum ! nous présente un impôt, un seul, un tout petit, qui en fin de compte ne sera pas payé exclusivement par les pauvres.

Avec 37 milliards de recettes fiscales, on devait équilibrer le budget, et l'âge d'or revenir se fixer en notre douce France ! Quelques mois plus tard, nouveaux impôts, et puis encore de nouveaux. Les projets budgétaires pour 1927 approchent la cinquantaine de milliards. Soyez persuadés que ce n'est pas tant, il y en aura d'autres. Il y en aura tant que Populo gémissa, grognera même... et casquera. Je suis, pour ma part, persuadé que si demain l'Esprit-Saint leur apportait 20 milliards, et promette même distribution chaque fin de mois, eh bien, ils croqueraient tout et n'en auraient pas encore assez. On se découvre tant de bons amis quand on est riche !

Cette avalanche de feuilles de percepteurs n'a, ni équilibré le budget, ni rétabli le franc. Elle a provoqué davantage de misère dans les classes pauvres, ce fut son unique résultat. Mais rien ne se perd. Les privations des pauvres gens sont devenues de l'or en barres pour certains. C'est probablement là l'unique but poursuivi et partiellement trouvé.

Voici maintenant qu'on cause de stabilisation de la monnaie, à l'instar de certains pays. Il s'agit de prendre le cours du franc

Ça continue... et nous continuerons

D'après les dernières nouvelles reçues, une très grande quantité de nos camarades déportés et dispersés dans des régions lointaines du Nord et de l'Est, ainsi que de ceux se trouvant dans quelques petites villes de la Russie centrale, viennent d'être mis en état d'arrestation, par ordre du gouvernement de Moscou. Dans plusieurs de ces cas, le motif des arrestations fut indiqué : correspondance avec l'étranger.

On veut, donc, mettre fin à notre campagne en faveur de nos camarades persécutés, en les mettant dans l'impossibilité absolue de nous donner de leurs nouvelles. On veut nous empêcher à tout prix de faire connaître la vérité, de citer des faits précis, de dévoiler la criminelle pratique des assassins de la révolution et de nos militants, de démasquer les bourreaux.

On n'y réussira pas ! D'abord, parce que nous avons les moyens d'obtenir des nouvelles sur le sort de nos amis, malgré leur arrestation. Ensuite, parce que les faits dévoilés depuis plusieurs mois déjà, ont largement suffi pour ouvrir les yeux à tous ceux qui voulaient voir. Nous en avons des preuves. Que les requins du « communisme » autoritaire ne s'y trompent pas ! Les répressions poursuivies, continuant, notre action continuera aussi. Bientôt, la vérité perçera aux yeux des vastes masses travaillantes de tous les pays. Ce seront les événements eux-mêmes qui s'en porteront garants.

En attendant, nous ne nous taisons pas !
S. Fléchine, Mollie Steimer, Voline.

Union Anarchiste Communiste

LE MANIFESTE D'ORLEANS

Les résolutions prises au Congrès d'Orléans viennent d'être éditées en manifestes. Nous engageons tous les groupes, tous les camarades sympathisants et lecteurs du « Libertaire » à le diffuser. C'est un puissant moyen de propagande. Le manifeste d'Orléans précise nos aspirations communistes-anarchistes : diffusons-le.

Prix du cent : 5 francs (franco).
Prix du mille : 40 francs (franco).
Adressez les commandes à Pierre Odéon, 9, rue Louis-Blanc, Paris (10^e).

FEDERATION PARISIENNE

Assemblée générale

le dimanche 29 août, toute la journée, Salle Garrigue, 20, rue Ordener.

Camarades,

Nous attirons votre attention sur cette prochaine assemblée générale, qui est appelée à avoir une grande importance en raison des sujets qui y seront traités et des décisions qui y seront prises.

Tous à l'assemblée générale du dimanche 29 août.

Cinq mille Pacifistes « béatants » sont réunis, en congrès, à Bierville.

Discours sonores et creux, chants, corbeilles, théâtre, tout se passe en cérémonies symboliques.

Triste comédie et pauvres comédiens !

Si la guerre éclatait demain, combien seraient-ils qui refuseraient de marcher ? — Peut-être cent, peut-être dix, peut-être pas un !

S. F.

à un moment déterminé et de dire: « Halte-là, tu n'iras pas plus loin, ni en montée, ni en descente ! ». Des théories, aussi ingénieuses que puériles, sont sorties à ce propos. Le gouvernement (ou une banque sous la garantie gouvernementale) aurait le monopole du commerce des devises étrangères. Elle fournirait dollars, livres ou autres monnaies moyennant un taux invariablement fixé de francs. Oui mais ! Si les mêmes causes agissent (des causes à visage humain et aux doigts crochus), gouvernement ou banque seront toujours en déficit. Je ne doute pas un seul instant que nous payions ledit déficit, suivant l'habitude prise.

Stabiliser le franc, cela revient à empêcher les prix des marchandises de monter. Dans un pays comme le nôtre, qui respire la spéculation comme chacun respire l'air, ça me paraît un bien gros morceau à remuer. On arrivera peut-être à enrayer la spéculation des petits et moyens, en coupant les crédits de banque, pour les obliger à vendre afin d'avoir de l'argent, en relevant le taux de l'escompte, etc... Mais les gros, qui sont précisément les maîtres du crédit et des banques, qui leur rentrent la spéculation dans la gorge ?

L'entreprise de stabilisation se présente déjà sous deux formes : *primo*, le monopole de la spéculation intérieure et extérieure sera réservé aux gros manieurs d'argent ; *secundo*, les bénéficiaires de bons revenus si honnêtement gagnés ne seraient pas fâchés de les consolider un peu. C'est un jeu opposé à celui de l'inflation, comme le spéculateur à la hausse est opposé à son confrère misant sur la baisse, mais c'est de la spéculation quand même.

Cela n'intéresse que les bourgeois entre eux, allez-vous penser. Oh que non ! Cela intéresse aussi les pauvres. Car, chose curieuse, ils écopent dans un sens comme dans l'autre. Si l'inflation signifie coût de la vie toujours plus cher, ha salaires, misère ; la stabilisation aura pour effet certain de freiner brutalement le mouvement industriel et commercial. N'ayant plus de crédits, ou devant le payer cher, les petits et moyens marchands et exploités ralentiront l'activité productive. D'autre part, la prime à l'exportation que constitue la baisse du franc ne donnant plus, autre ralentissement de la production.

Donc, chômage. Terrible chômage, comme en Allemagne, en Angleterre, aux Etats-Unis, etc... Une grande armée de sans-travail (d'autant plus grande que des millions d'étrangers sont venus compenser la faible natalité française) crevant de faim, venant offrir ses services à n'importe quel prix, acceptant de faire 10, 11 ou 12 heures, on sait ce que cela signifie : adieu revendications ouvrières, adieu bien-être, journée de huit heures ; adieu même le peu de dignité ouvrière péniblement conquise.

On nous dit que ça ne durera pas. Allons donc ! Ça dure depuis des années dans certains pays. Et puis, d'ici là, nos profiteurs auront bien su trouver autre chose.

L'inflation, c'est la misère. Les impôts, c'est la misère. La stabilisation, c'est la misère. Alors partout misère, de quelque côté qu'on se retourne.

Parfaitement ! Parce que toutes ces solutions sont des solutions bourgeoises, des solutions qui ne sortent pas du cadre de la société bourgeoise. Et celle-ci est établie contre les pauvres. C'est une vaste organisation, chaotique d'apparence, mais uniforme d'instinct, dont le seul but est l'exploitation des pauvres gens. Tout ce qu'ils ont trouvé, tout ce qu'ils trouvent, et tout ce qu'ils pourront trouver est d'embêler dirigé contre le peuple. Leur rôle : gagner de l'argent. Ils en gagneront dans n'importe quelle situation. N'importe quelle solution sera tournée par eux en moyen nouveau d'exploitation.

La faute en est dans l'inertie actuelle des malheureux, qui acceptent tout, en se contentant un peu plus fort. Le remède existe dans leur révolte, et pas autre part.

Quelques bons et énergiques soubresauts révolutionnaires auraient plus d'efficacité que les projets les plus féconds de ces Messieurs de la Finance ou de la Politique.

Quant au grand remède, au traitement final qui rendrait une santé définitive au corps social, ce n'est ni l'équilibre budgétaire, ni l'inflation, ni la stabilisation, c'est la révolution sociale.

Ceux que ce mot effraie n'ont pas le droit de se plaindre. Tant pis pour le malade qui refuse de prendre la purge libératrice.

G. Bastien.

Pour que vive le Libertaire

Souscriptions reçues du 10 au 17 août 1926.

Erpant, 2 fr. ; Remiller, 3 fr. ; Préault, 10 fr. 50 ; Blanche Scotté, 20 fr. ; Jean-Marcel Fournis, 5 fr. ; Thomas, 15 fr. ; A. Biloq, 15 fr. ; Porte, 5 fr. ; Raoul Odin, 20 fr. ; Auroy (Couraud), 50 fr. ; Bociet G., 5 fr. ; Félicien Hurthelle, 2 fr. ; Eva-niste Bociet, 2 fr. ; Berges Henri, 40 fr. ; A. Reichert, 30 fr. ; Truc, 2 fr. ; Genevois, 5 fr. ; Guegan, 10 fr. ; en passant 1 fr. 25 ; Franckne Fontainebleau, 3 fr. ; Chailien, 1 fr. ; Oakland Grandjean, 50 fr. ; Machin, 5 fr. ; Renouard, 250 fr. ; Bail, 0 fr. 75 ; Me revoli, 10 fr. ; en passant, 1 fr. ; Henri O'Henri, 5 fr. ; E. Botu, 8 fr. 50 ; Copignon Henri, 20 fr. ; R. de V., 6 fr. ; Bociet, 2 fr. ; Margot Bianchi, 5 fr. ; Serge, 2 fr. ; Devaiois, 5 fr. ; Scherzmann et le groupe, 12 fr. ; Copain d'Argent, 3 fr. ; Bazzelle, 5 fr. ; Un groupe de copains d'Alger, 75 fr. ; Passeron, 10 fr. ; Orgelatti, 2 fr. ; Chail-lot, 2 fr. ; Tili, 5 fr. ; Pottier, 5 fr. ; Fili, 5 fr. ; René, 3 fr. ; Mathis, 3 fr. ; En passant, 4 fr. ; Ernest, 3 fr. ; Thaud, 5 fr. ; Claudius 5 fr. ; Edouard le Raincy, 5 fr. 70 ; Truc, 2 fr. ; F. Michel, 5 fr. ; Margot, 10 fr. ; Pour qu'il vive l'an tyro, 5 fr. ; Bors, 5 fr. ; Marcelle, 5 fr. ; F. Mareau, 20 fr. ; Alfred, 5 fr. ; Les Amis du Libertaire, Langlois, 40 fr. ; Alain, 2 fr. ; Eugène Bizeau, 5 fr. ; Lesimple, 10 fr. ; Hébras, 5 fr. ; Riol Lucien, Ornaisons, 7 fr. 70 ; Groupe de Saint-Denis, 50 fr. ; Leguin, 10 fr. ; V., 5 fr. ; Truc, 2 fr. ; M. C., 15 fr. ; L'en-gnie, 5 fr.

Par chèque postaux :
Maquet Tollet, Paris 12 fr. ; Metié Rennes, 2 fr. ; Vidalou Ille, 5 fr. ; Groupe Minerve-Vel-gne, Perpignan 27 fr. ; H. Raizohn, Lyon 50 fr. ; E. Journet, 10 fr. ; Groupe de Toulouse, 100 fr. ; Henry Fernand, Villeurbanne 11 fr. 50. Total de cette liste : 972 fr. 40.

Comment stabiliser ?

Appréciations de compétences

Les moyens pour parvenir à stabiliser notre franc sont l'objet d'études contradictoires, dans le monde des économistes. Mais, si ces moyens préconisés sont divers et nombreux, par contre, nos compétences en la matière sont unanimes à reconnaître que la stabilisation monétaire entraînera une crise économique épouvantable. Cette crise, en effet, est inévitable, avec l'organisation monétaire actuelle, et ceci pour une foule de raisons, dont les deux principales sont celles-ci : en période de revalorisation, la cherté de vie diminue, forçant ainsi les entreprises à vendre leurs stocks de marchandises à perte. L'entrepreneur arrête donc sa production, la perte qu'il subit du chef de son stock lui étant déjà assez pénible. L'arrêt de la production met fatalement sur le pavé les travailleurs de cette entreprise. La deuxième raison réside en la restriction du crédit ; or, comme l'époque dans laquelle nous vivons est l'époque du crédit, il s'ensuit logiquement que le refus par les banques — refus motivé par l'absence de numéraire — d'octroyer des avances à la production, arrête l'essor de cette dernière jusqu'à l'empêcher presque totalement de se manifester ; d'où, nouvelle vague, plus importante de chômeurs.

Ainsi, selon l'avis du plus grand nombre de nos économistes, le retour aux prix d'avant-guerre, ne peut avoir lieu que grâce à la déflation. En ceci nos augures ont raison ; reste simplement à savoir si le retour à la parité d'avant-guerre du pouvoir d'achat du franc est assez lucratif pour la nation, pour affronter délibérément l'effroyable crise économique, et, par conséquent, s'il ne vaudrait pas mieux, pour les intérêts de tous les habitants de notre pays, stabiliser les prix actuels, sans se soucier des prix passés. Car la stabilisation — qui n'est pas la revalorisation — ne peut entraîner de crise.

Mais la revalorisation permet au capital étranger son immixtion dans notre économie, par la nécessité qu'elle entraîne de contracter un emprunt de devises en les pays qui les possèdent. Seule l'Amérique est la détentrice de l'or mondiale, et la revalorisation du franc contraindrait nos dirigeants à conclure des accords avec les banquiers américains. C'est ce que ces derniers désirent.

Les Etats-Unis ont connu, eux aussi, la dépréciation du dollar. Mais cette perte du pouvoir d'achat de la devise fut le fait de l'abondance de pièces d'or en ce pays. Washington, sur l'ordre de Wall-Street, pratiqua la déflation, c'est-à-dire, retrait d'un certain nombre de dollars de la circulation. Les banquiers yankees théorisaient donc l'or pour pouvoir maintenir stable le dollar ; mais cette mesure les peine, cette théorisation ayant pour conséquence de rendre improductives les sommes ainsi immobilisées. En prêtant leur or, les Américains se débarrassent ainsi d'un danger, et, par les garanties qu'ils imposent à leur débiteur, se rendent maîtres du pays emprunteur. C'est le sort réservé à la France prochainement si nous n'y mettons le holà.

Il est cependant un homme, dans le clan des économistes, qui ait aperçu clairement les inconvénients de la déflation et de l'emprunt-or. C'est Albert Despaux, dont le « Bulletin » quotidien de l'Information est riche en documentation et en enseignements. La mainmise des banques américaines sur la France y est fréquemment dénoncée et en termes non équivoques. Afin de l'éviter, M. Despaux propose : 1° que le franc se stabilise de lui-même, et, 2° frapper une monnaie européenne. Ainsi, d'après cet éminent économiste, nous échapperons, et à la crise, et aux appétits anglo-saxons. Voyons ce que vaut ce point de vue, atterrissant en ses conclusions.

Nous savons que la perte du pouvoir d'achat est créée par la surabondance de bons d'échanges, appelée : inflation. C'est donc le franc qui subit une baisse et non les prix qui augmentent. Ceci pour l'intérieur. Pour l'extérieur, le pouvoir d'achat du franc est lié à son pouvoir à l'intérieur. Si le franc vaut, en France, 0 fr. 20, il est naturel qu'il ne puisse valoir davantage en les autres pays. La spéculation y impose même ses droits, ce qui fait que notre devise est un peu plus dépréciée à l'étranger qu'en notre pays. Mais cette dépréciation à l'extérieur est causée par la dépréciation à l'intérieur et la spéculation ne joue qu'un rôle bien secondaire. Ceci bien compris, il devient clair pour chacun que si notre devise augmente son pouvoir d'achat à l'intérieur, cette augmentation se reproduira à l'extérieur, et se traduira par une augmentation du pouvoir d'achat de notre franc en ces pays. Mais pour que le franc remonte en France et par conséquent au marché du change, il faut pratiquer la déflation puisque la baisse de notre devise est le résultat d'un accroissement intempestif de bons d'échanges, autrement dit, de l'inflation.

Cependant l'Amérique peut influencer considérablement le pouvoir du franc à l'extérieur, en vendant en masse les devises françaises qu'elle possède en nombre considérable. Aussi la revalorisation n'est-elle possible qu'avec l'appoint des Etats-Unis, ce qui nous oblige à passer sous les fourches caudines de leurs banquiers.

Ici, M. Despaux répond par la monnaie européenne. Outre que, pour fonder cette monnaie il faut un laps de temps fort long, et que la solution du problème de la stabilisation demande à être mise en pratique la plus tôt possible, ce moyen d'échapper aux griffes américaines nous échappe pour la bonne raison que plus de la moitié de l'Europe appartient aux financiers d'outre-Atlantique. Ce qui revient à dire que la création d'une monnaie dont le but est de lutter contre les Etats-Unis est impossible. Ainsi, les solutions de notre économiste ne peuvent nous satisfaire, parce qu'inopérantes, les Américains détenant l'or mondial et les bons d'échanges étant basés sur cet étalon.

J.-M. Keynes, célèbre économiste anglais nous rappelle en son magistral livre : *La réforme monétaire*, que Rome connaissait la déflation, puisqu'en l'an 274 cette politique financière « fut cause d'une insurrection qui entraîna la mort de 7.000 soldats ». Nous voyons que notre situation financière n'est pas un précédent. Périodiquement, les peuples subissent les méfaits de l'inflation et les désastres de la déflation. Il est étrange que l'on ne se soit pas encore aperçu que ces flux et reflux avaient pour cause l'absurde et nocif étalon-or. Keynes est un des rares parmi ses collègues qui l'ait compris. Cette compréhension l'a conduit à désirer que la Monnaie soit asservie à la Production, ce qui est exactement le contraire en ce moment dans tous les pays du monde. Pour aboutir à ce résultat, notre professeur demande la théorisation de l'or par les banques — afin qu'il serve exclusivement de garantie aux billets — et un impôt sur les billets — péage — pour en faciliter la vitesse de circulation. Puis, il ferait de l'inflation et de la déflation des propulseurs ou des freins de la production.

Il y aurait certes, fort à écrire sur cette idée séduisante. Pour le moment contentons-nous de rappeler que la Banque de France, notre Institut d'émission, est un organisme privé, dirigé par les plus hauts banquiers de France, par l'état-major même de la Finance, que leur présence en cette banque leur assure une souveraineté sur l'Etat, et qu'à choisir entre l'intérêt national et le leur, leur choix est depuis longtemps, depuis toujours, fixé. Tenant l'Etat par la menace de remboursement des bons du Trésor, par le refus d'avances de numéraire et par la propriété foncière, pouvant ainsi effondrer rapidement le gouvernement assez fou pour vouloir s'imposer face à leur puissance, le « Comité directeur » des banquiers français ne peut abandonner son privilège que sous la violence victorieuse d'une action populaire. Cependant, l'enseignement de J.-M. Keynes est à retenir, frôlant de bien près la stabilisation idéale, celle qui doit assurer une ère de prospérité, ouvrant l'horizon des peuples en marche vers l'anarchie.

A grands coups de grosse caisse, les bolcheviks nous annoncent que le problème monétaire est résolu en Russie grâce à certaines dispositions.

Ils oublient, ces grands stratèges, la dépréciation soudaine du tchervonetz et la hausse continue du prix de la vie en Russie. La baisse de la devise russe ne peut être nide. La hausse du prix de la vie est clairement démontrée en le n° 14, lundi 26 avril 1926, des « Informations sociales » du Bureau International du Travail, pages 124 et suivantes, qui reproduisent des chiffres puisés en une fevue économique bolchevique russe. En prenant pour coefficient du prix de la vie en 1913, le chiffre 100, l'on trouve ce coefficient à 193 en juillet 1925 et 220 en janvier 1926. C'est-à-dire qu'en janvier de cette année le prix de la vie avait augmenté de 120 % par rapport à 1913. Or, des brochures communistes en vente en France, il ressort que rares sont les professions où les membres ont un salaire au moins égal à celui d'avant-guerre. Ainsi le pouvoir d'achat du salaire n'a pas augmenté dans les mêmes proportions que la hausse de la vie. Toujours d'après la revue citée, les salaires ont augmenté de 14 % de juillet 1925 à janvier 1926 ; or, nous voyons que le coût de la vie a fait un saut de 27 % durant la même période, ce qui nous contraint à remarquer que les salaires russes ont été frustrés, volés, dans une proportion de 13 % de leurs salaires, uniquement par les divagations, l'instabilité de la monnaie russe.

Quelle est donc la raison de cette crise monétaire ? Il ne peut y en avoir que deux : ou les dirigeants russes ne sont plus maîtres des destinées du pays — par suite de compromissions ou de fautes — ou ils ne connaissent absolument rien à la dynamique monétaire et sont débordés par les événements. Nous espérons de tout cœur que cette dernière hypothèse soit la vraie. Quoi qu'il en soit, leurs disciples français commentent, une lourde gaffe en étant comme modèle la situation monétaire de la Russie.

Ainsi l'exemple soviétique ne peut nous sourire. Ainsi, malgré certaines précautions louables, ce pays ne peut arriver à stabiliser sa devise. Le problème serait-il donc insoluble ? Serait-il de ceux que l'on écarte parce qu'impuissant à dénouer l'écheveau ? Les anarchistes doivent-ils se contenter, là encore, d'une attitude critique, incompréhensible du public ? Ou rechercher s'il n'existe pas des possibilités, grâce à la divulgation d'une stabilisation idéale, de renverser l'inique capitalisme, qui empêche aux foules la vision d'une société renouée, la compréhension de l'anarchie ?

Marcel Lepoil.

Le Coin des Jeunes

L'INTERNATIONALE DE JEUNESSE ANARCHISTE

(Pentecôte 1926)
(fondée à Saint (Hollande)
Circulaire n° 1

Appel à la Jeunesse anarchiste de tous les pays !

Camarades !
Les camarades, organisations, groupements, etc., ceux qui peuvent souscrire aux points principaux de l'Internationale sont priés de donner leurs adresses au correspondant de l'I. J. A., M. Stevens, Shackletonstr., 16, Amsterdam (West) (Hollande).

Programme d'action.
1° Organiser un service de presse pour la jeunesse de tous les pays.
2° Organiser des bureaux d'assistance aux « criminels » politiques (gr. étrangers de réfractaires).

3° Organiser des réunions et meetings internationaux de la jeunesse.
Jeunes camarades, faites votre devoir !

Salutations fraternelles de la Jeunesse Anarchiste de la France, de la Belgique et de la Hollande, la Ligue des Réfractaires de la France, Jeunesse Anarchiste-Syndicaliste, d'Allemagne et d'Angleterre.
La presse anarchiste est priée de copier cet appel.

Vient de paraître
LUIGI FABBRI
QUEST-CE QUE L'ANARCHIE ?
En vente à la Librairie Sociale, 0 fr. 50.

Décomposition de la Dictature du Parti Communiste

« ...Le bureaucratisme lie les mains, étouffe l'initiative, concentre l'attention non pas sur le principal, mais sur les détails... » « Le contrôle d'en bas nous est littéralement nécessaire comme l'air, autrement nous serons asphyxiés au sein de l'appareil bureaucratique... » Par ces mots prononcés à la 3^e Conférence Panrusse des Correspondants Ouvriers et Paysans, S. Gousser a caractérisé l'appareil de l'Etat bolcheviste et sa pression sur les milieux du parti communiste. (La « Pravda », n° 128, 5 juin 1926).

Voici un aveu très précieux et plus qu'actuel.

Jusqu'à ces derniers temps, les communistes n'ont pas cessé d'affirmer — malgré la réalité qui les contredisait — qu'il ont créé le premier Etat libre, ouvrier et paysan. Celui qui osait mettre en doute le caractère libre et ouvrier de cet Etat, était livré à des persécutions féroces. Maintenant, nous avons un aveu des communistes responsables, qui, parfois, eux-mêmes, se sentent étranglés sous la morbide pression du police monstrueux créé par eux : l'organe de la dictature de parti dans un pays révolutionnaire.

Cet aveu jette aussi indirectement une lumière sur la situation des vastes masses des travailleurs dans l'Etat bolcheviste. Si « au sein de l'appareil bureaucratique » les bolcheviks eux-mêmes ne peuvent plus respirer, eux qui considèrent les masses populaires comme matériel pour leurs expériences centralistes, il est facile de s'imaginer quelle est la situation politique et sociale de ces masses, objet direct des attaques de l'Etat bolcheviste.

Pour vivifier et rafraîchir l'atmosphère morbide de l'appareil bureaucratique, Gousser recommande « le contrôle d'en bas », entend par ce contrôle une large organisation des correspondants ouvriers et paysans. Et il met en garde contre « le plus grand danger de l'étatisation du mouvement des correspondants ouvriers et paysans » pour ne pas en faire une agence du pouvoir.

Gousser, naturellement, n'est pas un anarchiste, mais un véritable marxiste-léniniste, un partisan du « poing de fer » à l'égard des masses, mais ce qui est caractéristique dans son discours, c'est que dans un moment critique de l'existence du parti se voyant dans le marais du bureaucratisme gouvernemental, il a recours à l'idéologie anarchiste et avec « une goutte d'activité indépendante », voudrait empêcher la pétrification consécutive de l'appareil étatique des bolcheviks. Certes, la libre activité des masses n'est, dans la conception de Gousser, qu'une décoration ; les correspondants ouvriers et paysans ne pourront critiquer que les vices de l'appareil bureaucratique qui détruisent ce dernier, et dont tout Etat, qu'il soit bolcheviste ou bourgeois, serait heureux de se débarrasser. Mais ce n'est pas cela qui nous importe maintenant. Ce qui est important, c'est le fait que Gousser constate et souligne, l'abondance exagérée des éléments policiers et bureaucratiques dans la pratique actuelle des bolcheviks. Ce qui est intéressant, c'est la tentative de renouer l'appareil de l'Etat bolcheviste par des méthodes anti-étatiques. Ainsi se manifeste la naïveté de Gousser et la panique s'emparant de plus en plus des milieux bolcheviks qui cherchent en vain une sortie de l'impasse où ils se trouvent.

Les récents numéros de la « Pravda » et des « Ivestia » qui viennent d'arriver de Moscou, nous apprennent qu'une lutte nouvelle s'est engagée entre le Comité Central du Parti et l'opposition. Dans ces journaux se manifestent la panique et la décomposition qui règnent maintenant au sein du parti communiste russe.

L'opposition, dans les personnes de Zinoviev, Kaménev, Krépskaïa et leurs camarades, battue au 14^e Congrès du Parti Communiste russe en décembre 1925, ne se croyait point vaincue. Après le Congrès commença, légalement ou illégalement, l'activité oppositionniste dans des proportions plus vastes encore. Ayant des groupes souterrains dans les divers points de la Russie, cette opposition est arrivée à l'idée de former un nouveau parti communiste, adversaire de l'ancien. Dans ce sens, elle a essayé de grouper les éléments oppositionnistes des partis frères étrangers. Ce fait était d'une signification d'autant plus grave pour le parti, qu'à la tête de l'opposition se trouvaient des chefs du bolchevisme aussi remarquables que Kaménev, Zinoviev et Krépskaïa. Cette circonstance a poussé le Comité Central à prendre des mesures répressives à l'égard de l'opposition ; par une décision de la séance plénière du Comité central, Zinoviev est exclu du bureau politique ; des mesures disciplinaires ont été prises contre les autres chefs de l'opposition.

Le fait que sur une base de divergences politiques et idéologiques, les communistes se sont divisés en deux camps belligérants et emploient des répressions à la place des arguments, indique que le parti communiste traverse une maladie aiguë.

Nous avons déjà eu l'occasion de dire (« Anarchicheskoe Vestnik » n° 7) que la mort de Lénine marquera et amènera totalement la décomposition du parti communiste russe.

Si on peut parler des erreurs politiques de Lénine, il faut dire que sa plus grande erreur fut de subordonner l'existence du parti et la vie sociale d'un peuple à un principe de dictature absolu. La vie ne peut pas tolérer longtemps une dictature. Par des milliers de voies, elle tâche de retrouver son expression plénière et indépendante. Elle est obligée de tuer la dictature au nom des principes libertaires et fédéralistes, ou bien de se taire, pour toujours. L'organisation de la dictature réalisée par le parti communiste russe ne pouvait se maintenir que pendant un temps bien restreint, dans des circonstances spéciales, et au sein du parti lui-même. En outre, elle exigeait la présence d'un chef dont les capacités politiques et stratégiques surmon-

teraient les effets morbides de la dictature. Un tel chef était Lénine dans les rangs des bolcheviks.

Cependant, c'était une erreur et un crime de sa part, d'avoir transféré le système dictatorial de l'intérieur du parti où cette organisation et la subordination du centre du parti n'ont été bâties sur un consentement bienveillant, sur la vie sociale compliquée du peuple où plusieurs idéologies et volontés révolutionnaires se heurtaient et combattaient mutuellement, et où la subordination au centre du parti des groupes des travailleurs idéologiquement différents ne pouvait être réalisée qu'à force de répressions sévères du pouvoir gouvernemental. Au lieu du fédéralisme des idées révolutionnaires donnant la place à une vigoureuse collaboration de toutes les forces sociales des travailleurs révolutionnaires, ce pouvoir a pris le chemin d'annihilation de toutes les idéologies non bolcheviks, et par cela même il s'est mis dans la position d'une lutte constante, d'un étranglement incessant des multiples et multiformes manifestations sociales-révolutionnaires des masses laborieuses.

Une telle situation ne pouvait pas ni ne peut durer indéfiniment. Elle ou telle autre issue devait être trouvée. Ou bien le développement de la révolution, ou alors sa mort, et le retour au sein du régime capitaliste détruit.

Voilà le dilemme qui se dressait devant le parti lorsque Lénine était encore de ce monde.

La mort de Lénine a accéléré les événements, en leur donnant une poussée décisive vers l'une de ces solutions.

En premier lieu, avec la mort de cet homme, sont tombés moralement non seulement la dictature bolcheviste, mais aussi le parti communiste lui-même. L'appareil du parti, la discipline, le pouvoir, la dictature étaient restés, mais comme « héritage » de Lénine seulement, héritage qu'on ne pouvait plus développer ni approfondir. Car il manquait de forces pour cela. Car le parti communiste — un parti de centralisme extrême et d'une discipline de fer — est un parti léniniste dans le sens le plus exact du terme. A cause de sa construction absolument centraliste, le parti n'était pas capable de trouver un remplaçant au poste qu'occupait Lénine. Avec la mort de Lénine, le parti cessa d'être léniniste. Il ne tint debout que temporairement. Sa décomposition était fatale.

En second lieu, le parti a perdu en Lénine son chef le plus capable, un stratège qui connaissait parfaitement la situation compliquée de tous les jours. Si, pendant sa vie déjà, le parti commettait certaines erreurs de principe et de tactique, il s'est engagé, après la mort de cet homme, dans une voie de nombreuses contradictions, déchirant le parti en lambeaux.

Que fallait-il faire ? Développer la N. E. P. ou l'arrêter ? S'il fallait la pousser en avant, jusqu'à quel point alors ? Quelle était la politique à suivre ? Nationale ou internationale ? Fallait-il s'appuyer sur l'ouvrier ou le paysan ? Fallait-il une dictature du Comité Central du Parti ou bien une démocratie intérieure ? Toutes ces questions, et bien d'autres, divisaient de plus en plus le parti, en y créant des fractions.

Le sommet du Parti, le Comité Central, a beau mobiliser toutes ses forces pour conserver l'ancienne unité léniniste dans le parti ; l'idée de l'unité a déjà perdu sa force antérieure, car chaque bolchevik, chaque non-bolchevik, comprennent que sous le label de l'unité, chaque chef réalise sa propre politique ; que le parti communiste, en tant que parti léniniste, a vécu ; que la dictature, dans le sens que le parti lui a donné, se meurt et que l'histoire fait un pas nouveau.

La lutte qui se déroule actuellement entre le Comité Central et l'opposition, marque le commencement de la décomposition de l'organe de la dictature du parti. Sans doute, les lambeaux restants de cette dictature, que ce soit le groupe de Staline ou celui de Zinoviev en Kaménev, pourront continuer de gouverner et d'exploiter les travailleurs russes pendant des années, ils ne pourront plus restaurer leur ancien royaume de force et d'unité. Leur chemin est fatalement tracé par la réalisation antérieure de la dictature et de la N. E. P. La finale inévitable de cet essai sera la restauration complète du capitalisme sur la base du principe de la propriété privée « sacrée ». Sur ce chemin, le bolchevisme fera union avec la bourgeoisie capitaliste, comme jadis le radicalisme révolutionnaire qui conduisit la grande Révolution Française s'était lié avec la même bourgeoisie.

P. Archinoff.

LA SOCIÉTÉ LIBERTAIRE

C'est le titre d'une forte brochure de 32 pages que vient d'écrire notre ami Georges Bastien, et qu'édite « Germinal », l'hebdomadaire régional anarchiste-communiste de la région du Nord.

Cette brochure développe la résolution adoptée au Congrès d'Orléans. Sans chercher à bâtir une utopie, G. Bastien a cherché à indiquer de quelle façon pourrait fonctionner une Société libertaire, dès que la révolution sociale aura réalisé l'expropriation et remis les richesses naturelles et sociales entre les mains du peuple. La brochure de G. Bastien n'a pas la prétention d'apporter du neuf. Elle condense, en 32 pages, ce qu'il y a de plus intéressant à la portée de tous, et en se servant de termes connus, l'idéal de construction sociale des anarchistes-communistes. Ce sera une belle brochure à mettre entre les mains de ceux qui prétendent que nous sommes des destructeurs, sans programme social.

Elle est à l'impression actuellement et paraîtra dans quatre ou cinq semaines. Le prix en sera de 60 centimes.

EN PROVINCE

BREST

FIANCALLES

Dernièrement il m'était donné d'entendre un brave type — républicain sans doute — dire à un de ses amis : « Décidément, mon cher, la France flirte trop avec Mussolini ».

J'estime qu'il y a plus qu'un flirt, et qu'il convient mieux d'affirmer que la France Poincariste consens véritablement ses fiançailles avec l'Italie Mussolinienne.

A moins d'être de mauvaise foi, nul ne peut contester que depuis son avènement... l'homme qui voulut la guerre 1918... reçoit presque journalièrement des marques d'amitié, de sympathie, d'amour même, de la part de celui qui préside aux destinées de l'Italie.

Il faut bien admettre que le prestidigitateur en fonction, Poincaré, quoique n'ayant rien inventé, rien innové, mais tout repris ou presque des programmes de ses prédécesseurs, est d'une façon magistrale en train de se payer la tête de tous les Français en imposant silence à tous et en appliquant brutalement, cyniquement, un écrasant fardeau d'impôts directs et indirects sur les épaules des contribuables.

Les pitres et renégats de la combinaison Poincariste, qu'ils s'appellent Briand ou Herriot, Painlevé ou Tardieu, ont lâchement courbé l'échine. Ce ramassis d'honnêtes gens forme, paraît-il, comme qui dirait un Comité de Salut Public !

Il serait plus sage de convenir que nous sommes déjà en douce les beautés de la dictature. Des camarades prétendent que non, Poincaré étant, paraît-il, un vieux légaliste !

J'entends bien, camarades ! Mais Mussolini aussi a été un légaliste, il est encore un légaliste — toutes les semaines il fabrique une loi ou presque — cela ne l'a pas empêché d'être le plus sanglant des dictateurs.

Les fauves de la race de Poincaré n'oublient pas les coups de pied en vache et l'animal a à assouvir des rancunes, des haines.

Il faut se rappeler que publiquement il fut batonné. Les élections du 11 mai, leur retentissement et la condamnation presque générale de la politique du Bloc National, l'avaient blessé presque mortellement.

Puis à la faveur des événements, après plusieurs essais par des hommes politiques en renom à tacher de sauver la situation financière, surtout et devant leur insuccès voici que sur le tréteau apparaît celui qui semblait ne plus devoir jamais y grimper, Poincaré !

Que fait-il ? Kif kif les autres, ni plus ni moins ! Seulement voilà, il y a la manière. Et cette manière, c'est la manière forte.

En deux temps, trois mouvements, il nous écrase d'impôts. Comment ! Comment ! s'exclament nos amis italiens, mais c'est pareil à ce que voulait Tartarpien et Machin !

Silence ! hurle Poincaré, et il ferme les gueules à droite, à gauche, au centre, à l'extrême-gauche, partout. Il s'impose, il prend sa revanche sur tout le monde ; il est le maître, on s'incline.

Et puis il faut corser le tout. Un geste aux chers amis italiens et ceux-ci en grandes pompes viennent rendre visite aux chers amis français. C'est ainsi qu'en rade de Brest, pour bien marquer l'union des deux sœurs latines — l'italienne et la française — durant une semaine des premiers jours d'août les deux croiseurs qui portent les jeunes élèves officiers cadets de la marine royale et fine fleur de la noblesse italienne en majorité, scellèrent les amours d'une République pourrie avec le monstre sanglant qu'est le fascisme italien.

Naturellement sur la rade c'étaient visites officielles, coups de canons, grands pavés, etc. Puis à la préfecture maritime et sur le vaisseau amiral ce furent d'immenses gueletons, bals, illuminations, etc., etc., bacchanales et orgies relatives avec manification par la presse républicaine (!) locale.

Jamais encore depuis l'instauration du fascisme un navire de guerre italien n'avait séjourné dans les ports maritimes français.

Mais l'ascension du Cynique au gouvernement de la République — le père Diogène me pardonnerait-il d'employer si mal son qualificatif — marque bien la consécration des fiançailles fascistes franco-italiennes.

René Martin.

P. S. — Il est navrant de constater que rien n'est venu troubler toutes ces débauches. Pas une seule affiche rappelant les crimes des chamois noirs pas une seule manifestation. En d'autres temps, rien qu'à l'annonce d'une pareille visite, les travailleurs bretons eurent signifiés bruyamment aux états-majors fascistes et à leurs complices les états-majors français, leur volonté de voir toutes ces canailles aller se faire pendre ailleurs.

STRASBOURG

Ici comme partout ailleurs, les grands magnats de l'industrie se soucient fort peu de la santé publique quand ils érigent leurs usines. Leurs intérêts personnels priment tout. Depuis l'automne dernier, la « Société Alsacienne de Cokerie » a mis sa nouvelle exploitation en marche. Les vingt fours à coke répandent nuit et jour des fumées, des vapeurs et des gaz asphyxiants. Or, cette usine est située entre des quartiers populaires de la ville.

Dans la vallée du Rhin, qui s'allonge du sud au nord, les vents du nord et du nord-est sont prédominants. Alors, les quartiers ouvriers de la Musau et de « Neudorf-Est », sont empoisonnés. Les habitants des rues de Metzeral et de Liepierre, des chemins Fried, Champêtre et de la Menagerie, de l'allée des Plâtres, de l'avenue Jean-Jaures, etc., sont incommodés par les mauvaises odeurs. Quand, par réaction, les vents du sud et du sud-ouest donnent, c'est vers les cuseries et le « Nouveau Quartier » que les émanations se dirigent. Après presque un an d'expérience, il serait temps de procéder à l'enquête de commodo et incommodo. Si le Conseil municipal, lorsqu'il a trafiqué la santé publique des habitants de ces quartiers, n'a pas eu pitié des adultes, il aurait dû défendre la jeunesse de la « Ancienne » et de la « Nouvelle école de la Musau », d'établir son devoir, en vertu du mandat que lui avait donné ses électeurs naifs.

P. B.

TOURS

Très bien, notre propagande par la vente du « Libertaire » dans la rue commence à ennuier ces messieurs les fascistes.

C'est ainsi que l'autre samedi sur la place du Palais-de-Justice, nous fûmes quelque peu provoqués par un monsieur qui, devant notre attitude lui prouvant que nous n'étions pas encore décidés à nous faire rosser, dit s'en aller d'un air piteux.

Maintenant, nous tenons à prévenir ces messieurs les fascistes qu'à leur provocation nous saurons leur répondre et qu'ils ne viennent pas se plaindre si mal leur en coûte.

Quant à la vente du « Lib », nous pouvons en être satisfaits et nous envisageons encore une plus large diffusion, ce qui nous en fera vendre encore plus.

Marcel Lehoux.

ALGER

BELLE MANIFESTATION ANTIFASCISTE

Le groupe algérien du « Faisceau » avait organisé une réunion de lancement pour le lundi 2 août, à 8 h. 30 du soir, à l'Eden-Cinéma (champs de manœuvres) en plein quartier ou-

vrier. Il était du devoir des travailleurs de relever cette provocation.

Les copains du Groupe Libertaire et des syndicats autonomes d'Alger, prévenus la veille seulement de cette réunion, prirent l'initiative d'une manifestation antifasciste qui engloba tous les groupements d'avant-garde communiste, libertaire, socialiste et tous les syndicats, unitaires, autonomes et confédérés. Un tract fut élaboré en commun et distribué à 5 heures du soir (3 heures avant la réunion) à la sortie des usines et des ateliers, invitant les travailleurs à se grouper devant l'Eden-Cinéma.

A 8 h. 30, les principaux militants socialistes et communistes sont là à côté des copains libertaires et syndicalistes ; les fascistes et leurs invités, au nombre d'une cinquantaine, sont déjà dans la salle et semblent avoir pris leurs précautions, il faut montrer patte blanche pour être introduits, quelques gailards, en chemise bleue, sont devant la porte et font bonne garde.

La foule ouvrière grossit sans cesse et tout à coup une poussée se produit. En avant ! Nous avons les mains vides, les cannes fascistes se lèvent, mais s'abaissent vite devant les coups de poings des ouvriers qui cœnent sur les poignets et sur les côtes. La mêlée est générale ; les légionnaires du Faisceau roulent à terre, bourrés de coups et en toute hâte se replient dans la salle, dont la porte est vite refermée.

C'est alors que des copains ont l'idée de rouler les tonneaux qui se trouvent en face de la rue, en quelques minutes une barricade est montée devant la grande porte de l'Eden, et les pavés pleuvent sur les carreaux derrière lesquels les fascistes apeurés n'osent plus bouger.

A ce moment les chefs de la police arrivent et donnent l'ordre à leurs agents de faire dégager la place, ceux-ci, plutôt brutalement, exécutent les ordres donnés, ils cœnent, mais certains de nos camarades ne sont pas machés et il y a du dégât sur les gueules des flics trop zélés.

La réunion fasciste n'a pu avoir lieu, notre but est atteint et le commissaire central, conseillé aux fascistes, dont certains sont amochés, de rentrer en ville par les chemins détournés et par petits groupes, chose que les légionnaires du Faisceau s'empressent de faire, afin de ne pas se rencontrer à nouveau avec les ouvriers qui attendent leur sortie du côté du champ de manœuvres.

Ainsi les travailleurs d'Alger ont réalisé l'unité dans l'action et ont montré aux émules de Valois qu'ils n'étaient pas prêts à subir le joug du fascisme et de la dictature.

A. Olivier.

A travers le Monde

RUSSIE

D'après les informations que nous tenons de source directe, l'« opposition » ne s'avoue nullement battue. L'effervescence dans le pays continue. Les arrestations en masses aussi, sur tout parmi les communistes. Des mesures « extraordinaires » sont prises pour le contrôle des voyageurs dans les chemins de fer. Des remaniements militaires sont effectués un peu partout.

Une preuve indirecte de cette effervescence est l'ajournement du Congrès des Soviets de l'Union jusqu'au printemps 1927. Le motif officiel de cet ajournement, motif servi pour les dupes par le Bureau du Comité Exécutif Central, est le manque de temps nécessaire pour les élections nouvelles.

La raison exacte en est l'impossibilité d'éviter des scandales et, peut-être, des conséquences plus graves encore, en cas de convocation immédiate.

En attendant, la décomposition de la vie économique et politique de l'U. R. S. S. continuera fatalement. La situation générale du pays ne changera en rien d'ici au printemps 1927 ! A quand le Congrès, alors ?

Une question à poser à la presse « communiste » en France : pourquoi elle s'abstient de publier le dernier discours de Dzerjinski, preuve éclatante de cette décomposition complète ?

Ce discours fut prononcé à la séance plénière du Comité Central du parti communiste, trois heures avant la mort du fameux bourreau.

Nous en reparlerons prochainement.

Voline.

L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE

Au sommaire du 8^e fascicule qui sera incessamment envoyé aux abonnés, les mots suivants : Classes (liste des), classification, clergé, cléricisme, clique, cloître, club, coalition, code, coduction, coercion, cohabitation, cohérence, cohésion, cohorte, collaboration, collaborationnisme, collectif (le), collectivisme, collision, collusion, colonisation, combativité, combinatoire, comédien, comité, commandement, commémoration, commentaire, commerce, commissaire, commune, Communisme (la), communisme, communiste (le parti), compagnon, comparaison, compagne, compatriote, compère, complaisance, complexité, complication, complicité, complot, compréhension, compression, compromission, concentration, concept, concession, concevoir, concile, conciliation, concurrence, conclusion, concert, concevoir, concurrence, concession, condamnation, etc.

Encore, comme on le voit, un fascicule bourré de mots intéressants et, sur le plan anarchiste, d'une importance marquée.

Je rappelle à tous ceux qu'intéresse l'E. A. que, à partir du 1^{er} septembre 1926, le prix des abonnements sera le suivant :

	France	Extérieur
Pour 3 fascicules	Fr. 15	16 50
— 6 —	30	33
— 12 —	60	66
— 18 —	90	99
— 24 —	120	132
— 30 —	150	165
— 36 —	180	198

Ce qui veut dire que le prix du fascicule sera : pour la France de 5 fr., et pour l'extérieur de 5 fr. 50.

Un mot d'explication à ce sujet. Lorsque, l'an dernier, nous eûmes à établir le prix de revient du fascicule pour fixer le prix de l'abonnement, nous arrivâmes au chiffre de 6.000 fr. comme prix de revient du fascicule, tous frais compris. Depuis, par paliers successifs, ce prix de revient a atteint la somme de 8.000 fr., en hausse d'un tiers, c'est-à-dire de 33 %. Par le rapprochement de ces chiffres, chacun peut voir que nous ne faisons pas porter à nos abonnés qu'une partie des majorations que nous avons dû subir nous-mêmes.

J'aime à espérer que cette majoration n'empêchera aucun de nos abonnés de se mettre à jour avec la caisse de notre Administration.

Sébastien Faure.

Quelques précisions à une mise au point

Nous sommes à un tournant de l'histoire ouvrière et révolutionnaire où il importe que chaque militant fasse face à ses ennemis personnels, fasse abstraction des rancunes et bavardages stupides sur le syndicalisme, se joignent au syndicaliste pour examiner froidement la situation du syndicalisme révolutionnaire et prendre des responsabilités.

Il est toujours pénible quand l'on veut aller au fond du débat, quand l'on veut suivre les conséquences inévitables de notre position syndicaliste de nos jours, à de vieilles querelles, à de vieux camarades qui se refusent systématiquement à examiner les possibilités de renforcer notre mouvement ouvrier, dans l'ambiance d'un syndicalisme vivant, agissant et révolutionnaire.

Les militants se doivent lorsqu'ils sont convaincus d'une idée de la défendre énergiquement, cela ne peut empêcher notre camarade de fraternité dans l'examen et la recherche des arguments convaincants, déterminés toujours par les événements qui, les trois quarts du temps, dépassent les hommes.

J'ai pris une position après mûre réflexion et après l'approfondissement de la situation syndicaliste, syndicalisme ou non, des militants ; voilà les raisons qui m'ont déterminé à défendre la motion adoptée par le Comité national.

Cette motion a déjà fait couler beaucoup d'encre ; elle fut diversement interprétée par nos adversaires et certains de nos amis qui se sont crus autorisés à nous mettre sous le nez, à nous incorporer dans leurs visées particulières.

Il était tout naturel que nos ex-camarades et compagnons qui ont les premiers apporté la division dans le syndicalisme et dans le Bâtiment, particulièrement, pour réaliser l'unité des communistes, syndicalistes ou non, nous aient surgi contre notre motion indicative, d'un travail sérieux et constructif parmi les syndicats autonomes du Bâtiment.

Mais, nom de Dieu ! je connais certains amis qui auraient mieux fait d'être moins prétentieux et de laisser aux intéressés le soin de fixer et de déterminer la position de leur mouvement. C'est ainsi que je comprends le fédéralisme dans la vie ouvrière, et je défie tous les pions réunis de me prouver le contraire.

En somme, pour revenir à nos moutons et à l'objet de cet article, pourquoi hurle-t-on à nos camarades ? Examinez rapidement les arguments et la bonne foi de ceux qui ne perdent aucune occasion d'être grossiers, menteurs et injurieux. « L'unité dans le syndicalisme est-elle possible présentement ? »

Peut-on soutenir sérieusement qu'organiquement l'unité puisse se réaliser entre les deux C. G. T. et les syndicats autonomes ? La vieille C. G. T. accente son glissement vers le pouvoir ; elle justifie sa position par des décisions de Congrès, son organisme conserve un caractère syndicaliste, mais son action publique reste timorée, parce que absorbée par un démocratisme collaborationniste qui la conduit en droite ligne à un parti politique du Travail.

Vous me direz : c'est dommage... Je vous répondrai : parfaitement, mais c'est ainsi. Pour la C. G. T. U., c'est une autre paire de manches ; elle a renoncé aux greniers du siège du P. C. le programme syndicaliste pour adopter les directives du Parti.

De point de vue direction, la C. G. T. U. c'est le Parti Communiste et vice versa. Du reste, l'entrée des secrétaires confédéraux à la direction du Parti justifie mon affirmation. Les rouages de la C. G. T. U. et de ses principaux organismes fédéraux et régionaux sont complètement dépourvus de tout principe et de toutes idéologies syndicalistes. Ils sont impulsés et ne fonctionnent que par les mots d'ordre et pour les buts du Parti Communiste.

La C. G. T. U. est un trompe-l'œil, elle est une déviation du mouvement syndicaliste, elle est l'ombre, le milieu recruteur de l'ambiance politique de la Région le P. C. pour son agitation en vue d'instaurer LA DICTATURE du Parti.

Par son affiliation et sa subordination, la C. G. T. U. s'éloigne du syndicalisme, sa maison est étiquetée, elle ne peut prétendre à être l'expression du mouvement de classe des travailleurs de ce pays.

Alors, me direz-vous : Que faire et où aller ? Faites comme moi : cherchez !

Les syndicats de tous métiers qui sont autonomes, les syndicats du Bâtiment qui, en accord avec le S. U. B. et la vieille Fédération, ont intrus dans l'autonomie pour se soustraire aux intrusions des politiciens et pour sauvegarder le caractère et les principes du syndicalisme fédéraliste et révolutionnaire, peuvent-ils, je pose la question — faire organiquement l'unité avec les centrales en question ?

Pour moi, je crois irréalisable l'unité organique, trop de questions fondamentales de principes, de tactiques et d'idéologies révolutionnaires dressent ces organisations les unes contre les autres.

Si je ne crois pas à la possibilité de l'unité organique, je crois plus que jamais à l'unité des travailleurs à la base, c'est une des raisons pour laquelle je suis toujours un défenseur de la Ligue des Bâtiments, qui réunit tous les travailleurs de toutes les organisations pour des buts communs.

C'est pour avoir examiné minutieusement cet état de choses et d'autres raisons que je laisse de côté pour l'instant, que je me suis déclaré partisan d'organiser un Congrès extraordinaire des Syndicats du Bâtiment adhérent à la vieille Fédération, afin qu'ils puissent en toute connaissance de cause étudier la situation du mouvement ouvrier, chercher les causes de notre isolement syndicaliste au syndicalisme et à l'action des syndicats ouvriers autonomes.

Dans le Bâtiment, parisien ou lyonnais, de la vie, de la bataille, nous souffrons d'un boycottage de presse, organisé dans le but de nous isoler complètement, afin de gêner notre recrutement, notre propagande et notre action.

Pourquoi et dans quel but ?

La motion indicative du Comité National reste pour moi un appel désespéré à nos camarades pour examiner la situation particulière de notre mouvement, pour le développer s'il y a lieu en lui donnant une figure de syndicalisme agissant et vivant par les ramifications naturelles de la solidarité locale, nationale et internationale.

Pour aujourd'hui, je m'arrête, mais je n'ai pas fini.

J. S. Boudoux.

REPONSE : A JE SAIS TOUT... QUI NE SAIT RIEN...

Encore le citoyen Teulade qui veut nous le faire au chantage, par une leçon de morale...

Non mon vieux, tu retardes de quelques heures sur l'horloge.

Cn ne reçoit pas de leçons de gens qui ont sur la conscience, des remaniements les uns sur les autres, chez nous les pleureurs on les renvoie à leur noria...

Quant à l'honnêteté, et à la situation financière, nous pouvons toujours te lancer le gant.

Boisson.

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"

	FRANCE	ETRANGER
Un an	22 fr.	30 fr.
Six mois	11 fr.	15 fr.
Trois mois	5 fr. 50	7 fr. 50
Chèque postal	Délecoourt 691-12	

LA VIE DE L'UNION

UNION ANARCHISTE COMMUNISTE

Comité d'Initiative. — Réunion lundi ; local habituel à 20 h. 30 précises.

Correspondance des Groupes. — Charente : Le camarade peut compter sur une causerie pour le mardi soir, 31 août.

Strasbourg : Entendu pour les journaux, c'est une bonne méthode.

Henri à St-H. : Reçu ta bonne lettre, et espérons que les camarades entretiendront des relations avec l'U.A.C.

Olivier, Alger : N'ai pas eu connaissance du n° 4 du « Flambeau ».

Le Havre : Impossible de passer la même communication chaque semaine.

Adressez toute la correspondance de l'U.A.C. à Pierre Odéon, 9, rue Louis-Blanc, Paris (10^e).

PARIS-BANLIEUE

FEDERATION ANARCHISTE COMMUNISTE DE LA REGION PARISIENNE

Comité d'Initiative. — Réunion du C.I. samedi 21 août à 20 h. 30, local habituel. Présence indispensable.

Groupe Anarchiste Communiste des 3^e et 4^e. — Réunion du Groupe, ce soir vendredi à 20 heures 30, 14, rue du Pont-Louis-Philippe.

Ordre du jour : réorganisation du Groupe d'études sociales. Discussion sur la balade.

Groupe des 5^e, 6^e et 13^e. — Réunion, mardi soir 24 août, au n° 6 rue de Lanneau 6. Présence indispensable à 20 h. 30 précises. Organisation d'un groupe unique. Discussion sur l'U. A. C.

Local du « Libertaire », dérangez-vous, venez nombreux. Les copains des 3^e et 4^e sont vivement invités pour nous entretenir de leurs méthodes d'organisation.

Les partisans de former des groupes à droite, à gauche... sont aussi invités.

Causerie par Lemellour sur l'U. A. C. et les adversaires.

Groupe du 14^e. — Mercredi 25 août, à 8 h. 30 du soir, 4, rue Vercingétorix, causerie sur l'antimilitarisme. Nous espérons que les camarades seront nombreux. Présence d'un chrétien.

Groupe du 19^e. — Réunion le samedi, à la « Solidarité », rue de Meaux, à 20 h. 30. Causerie et décisions importantes à prendre.

Groupe du 20^e. — A notre dernière réunion où les camarades vinrent en assez grand nombre, il fut décidé de reformer le Groupe sur ses anciennes bases.

Une camarade accepta le secrétariat en demandant à tous les révolutionnaires de se servir les coudes, de mieux se connaître pour l'action antiautoritaire, antimilitariste, anticlericale, etc. Que chacun vienne dans notre Groupe exposer son idée en bonne camaraderie et nous œuvrons ainsi à notre propre développement intellectuel et à la bonne éducation de tous ceux et celles qui voudront s'intéresser à notre idéal.

Alors les copains et surtout les compagnes, réveillons-nous de notre léthargie afin de briser ensemble les chaînes de notre esclavage formées de préjugés ; continuons le chemin tracé par nos aînés afin de voir briller le soleil de la liberté.

Notre première causerie sera faite jeudi 26 août à 20 h. 30 par notre camarade E. Mathys sur le cycle des partis ou démocratie, socialisme et communisme.

Réunion du Groupe : restaurant du Faisan Doré, boulevard de Belleville, tous les jeudis à 20 h. 30 précises.

Jeunesse Anarchiste-Communiste. — Tous les camarades sont priés d'assister à la réunion de samedi : Questions importantes à l'ordre du jour.

Groupe du Bourget-Drancy. — Réunion du groupe samedi 21 août, à 20 h. 30, salle du Bureau de tabac, place de la Mairie, à Drancy.

1^o Compte rendu financier du groupe ; 2^o Causerie par le camarade Theureau, sur l'antimilitarisme. Que tous les copains soient présents.

3^o Compte rendu des mandats des camarades aux groupes voisins.

Groupe de Romainville. — Réunion du groupe jeudi 26, salle de la Coopé (place Carnot). Le groupe du Drancy proposant la formation d'un groupe régional, viendra expliquer son projet. Un copain de la Ligue des réfractaires viendra proposer la tenue d'un meeting à Romainville.

Groupe de Pantin-Aubervilliers. — Les copains se réuniront le mercredi 25 août, à 20 h. 30, 90, rue de la République. Tous présents.

Groupe régional d'Antony. — Réunion dimanche 22 août, à 10 heures du matin, Café de la Cigogne, 72, avenue d'Orléans, Antony.

Groupe d'Etudes Sociales de la Région de Nogent-Le-Perrux. — Mercredi 25 août, réunion du groupe, salle Couchot, avenue Ledru-Rollin, Le Perrux, près le Pont de Mulhouse, à 8 h. 30.

Causerie par le professeur Choissel, sur : L'évolution de l'économie et ses répercussions.

Vu l'importance du sujet, nous comptons sur la présence de tous les anarchistes et sympathisants de la contrée.

Groupe régional de Bezons. — Convocation : Les camarades de Bezons, Houilles, Carrières-sur-Seine, Argenteuil, 4^e Chemins, de Nanterre, Chateaufort, Saint-Germain, Sartrouville, Mulsans-Lafitte, etc., sont priés d'assister à l'assemblée générale qui aura lieu le dimanche 29 août, à 9 heures précises, salle de l'ancienne mairie, place de la République, à Bezons.

Les camarades sympathisants et les lecteurs du « Libertaire » y sont fraternellement invités.

Groupe de Boulogne-Billancourt. — Réunion du groupe ce soir vendredi 20, à 20 h. 30 précises, salle de l'Intersyndical, 83, boulevard Jean-Jaures.

Compte rendu du C. I. et questions diverses.

PROVINCE

Fédération anarchiste du Pas-de-Calais. — En cours le 15 juillet, 91, rue 20. Recettes : Briouche, Seclin, 2 fr. 50 ; Depret, Calonne-Lévin, 2 fr. Total : 95 fr. 70. Dépenses : achat d'un cahier, 4 fr. 50 ; achat d'un cachet F.A.C. du P.-de-C. Germain (1/2 part), 3 fr. 25 ; frais de correspondance (4 lettres à 0 fr. 40) à Boule, Croix ; à Bauché, Béthune ; à Lafrère, Calonne-Lévin ; au « Libertaire », 1 fr. 35. Total 9 fr. 35 en caisse le 15 août 58 fr. 35.

Les camarades du Groupe d'Henin-Liétard et de Calonne-Lévin, ont décidé de verser un franc par mois et par membre à la Fédération. Les copains isolés qui sont venus au Congrès de Montigny-en-Goele pensent-ils à faire vivre la Fédération qu'ils ont mise sur pied ? Inutile de rappeler que nous sommes à la disposition de tous ceux qui auraient besoin d'un coup de main pour organiser des causeries, des conférences ou pour la vente des journaux dans leurs localités.

Pour la Fédération : F. Michel.

Groupe du Havre. — Tous les mardis, réunion à 20 h. 30, Cercle Franklin, Causerie, discussion, lecture des circulaires. Organisation de conférences, de meetings.

Tous les camarades, sympathisants sont cordialement invités. — Le Secrétaire.

Groupe libertaire de Limoges. — La prochaine réunion du groupe aura lieu le mardi 24 août, à 20 h. 30, au local habituel, 20, rue du Clos-Rocher. Tous les copains sont priés d'être présents. — A. B.

Groupe anarchiste Bien-Etre, Liberté, Toulouse. — Réunion du groupe les mercredis et samedis, à 20 h. 30, 16, rue du Peyron.

Discussion très intéressante à l'ordre du jour : Les camarades et le syndicalisme.

Béziers. — Le Congrès d'Orléans vient de renouer les liens fraternels anarchistes et les articles de S. Faure ont un appel à notre union.

Nous n'avons plus de raison pour ne pas nous situer et former le noyau solide de camarades qui se réuniront dans un local

Union Fédérative des Syndicats Autonomes

BATISSONS NOTRE MAISON

Le resserrement syndicaliste qui, quoi qu'on dise, est en train de s'opérer, a suscité quelque émotion dans les clans politico-syndicalistes.

On nous accuse, pas moins, de commettre un crime ! Avec l'intelligence, l'imagination et la finesse d'esprit qui ne sont pas ses moindres qualités, Teulade (Julot) nous porte pour la 3^e fois en terre.

Il invite même les « ouvriers » à hâter le mouvement en faisant à la « poignée de traites » que nous sommes une conduite de Grenoble définitive.

Ceci sans doute pour justifier la phrase connue : **Il est des morts qu'il faut que l'on tue.**

Voire. Le communisme possède un arsenal de phrases lapidaires dans lequel nous pourrions, le cas échéant, faire un choix.

Il est bien évident que devant un appel à la violence aussi caractérisé nous ne pourrions que mettre en application le fameux précepte bolchevique : Pour un œil : les deux yeux. Pour une dent, toute la gueule.

Mais, passons aux choses sérieuses. Certains sont tentés de croire que la création d'un 3^e organisme syndical sera le fait de quelques individus.

Penser ainsi c'est prendre l'effet pour la cause.

Ce ne sont pas quelques individus qui vont créer un groupement nouveau, ce sont les groupements épars à travers le pays qui, animés d'un même idéal vont obéir à la grande loi des affinités.

Que certains expriment clairement et tout haut que la multitude désire et pense confusément, c'est dans l'ordre normal.

Croire que quelques camarades peuvent, à eux seuls, prendre la masse des syndicalistes et la diriger à leur guise, c'est ignorer ou vouloir ignorer les principes fédéralistes qui sont les nôtres et si la rencontre prochaine des éléments syndicalistes de ce pays a pour conséquence la création d'une centrale nouvelle, c'est que ces éléments l'auront jugée nécessaire et voulue.

Le Syndicalisme doit-il disparaître ? Non ! Tout le monde est d'accord là-dessus. Ses méthodes sont seules efficaces, et, ceci est tellement vrai qu'il n'est pas un parti agissant qui ne cherche à s'affubler du masque syndicaliste.

Les deux C. G. T. l'emploient aux fins qui leur sont propres.

Justement Paul Boncour qui veut en faire la base d'organisation de l'Etat futur (avec des politiciens au sommet bien entendu) et sans doute pour développer et appuyer cette thèse, n'avons-nous pas eu ces jours derniers, le spectacle d'un Jouxhaux conversant longuement avec Poincaré ?

Il y a mieux, ou pire : les Fascistes eux-mêmes se servent d'une caricature du Syndicalisme pour amadouer les éléments prolétaires.

Et, c'est là qu'est le danger. Quel est le syndicalisme de ces gens-là ? Quel est le nôtre ? Y a-t-il identité entre le leur et le nôtre ?

Les camarades éduqués hausseront les épaules : mais les événements (bien proches) la forceront à se situer, comment fera-t-elle son choix et que peut-on présumer de son attitude si le véritable syndicalisme n'a pas su bâtir sa maison et n'a rien préparé pour la recevoir ?

Je sais, Jadis on a rêvé d'Unité.

On a pensé qu'il était possible d'amalgamer tant d'éléments divers et d'en faire un tout homogène.

Tout ce littérature se rapportant à l'Unité a vu le jour. On a presque élevé un temple à cette divinité ; mais comme toute divinité qui se respecte, elle ne s'est jamais montrée aux profanes.

Elle est morte la pauvre, et la C. G. T. U. a bien l'appeler à tous les échos, et ne se fait pas d'illusion, puisque c'est elle qui l'a tuée. Comme toutes les religions, celle de l'Unité devait créer un schisme.

Il en est un qui dit : Entrons dans les C. G. T. et forçons-les à revenir dans la ligne.

Pure utopie. Une telle façon d'agir aurait pour premier résultat de couper nos forces en deux, ce qui n'est pas précisément désirable. Et puis nous imiterions un peu le chien de l'écriture.

On dit : à la vieille C. G. T. ils sont tout de même plus propres. Bigre ! l'on oublie le rôle des Jouxhaux et consorts pendant la guerre ! Et à l'heure présente ne voyons-nous pas une C. G. T. apportant ses lumières à un gouvernement Poincaré ?

Non, il n'y a rien à la C. G. T. Pour l'aider dans son travail de soutien gouvernemental ? Non, n'est-ce pas. Alors ? pour combattre à l'intérieur et empêcher par cela même le peu de travail utile qu'elle peut faire ? Décidément non, rien à faire dans cette galère.

Aller à la C. G. T. U. ? Pour renforcer l'action du P. C. ?

Ah, mes camarades, allez-y ! votre geste Unitaire sera amoné en caractères gras à la première page de « l'Humanité » ; mais le lendemain, quand vous voudrez commencer votre travail de redressement, on vous remettra, grâce aux méthodes que vous connaissez, proprement à votre place.

Mais quand même vous voudriez dans l'ère ou l'ère C. G. T. rester dans la neutralité la plus complète, vous ne le pourriez pas, car les luttes de partis ayant fatalement leurs répercussions dans les organismes syndicaux vous seriez entraînés malgré vous, dans les scissions de demain.

La rentrée dans les deux C. G. T. serait la consécration de la scission et surtout la disparition du Syndicalisme révolutionnaire.

Cet élément disparu, qui restera l'habrile de la situation lorsque les partis se déchireront entraineront les deux C. G. T. dans leur faille ?

Par nos deux échecs nous nous serons confondus avec les autres. Qui alors ? Le Fascisme !

Le Fascisme qui suit d'un œil attentif la décomposition des deux C. G. T. et qui affirme : Mon heure approche.

Où, notre pire ennemi note soigneusement les ravages que la politique opère dans les rangs des deux C. G. T. ; il se complait à en décrire les phases, il interroge les masses, les flâne, leur fait toucher du doigt la rouerie politicienne et les masses se laissent aborder : qui sait si demain elles ne se laisseront pas subjuguer ?

Partout l'écrasement monte : les faillites se précipitent et les forces nouvelles s'apprennent à entrer en action.

Vers qui les masses déçues se dirigeront-elles demain ?

Vers nous si nous avons la volonté de vivre. Vers le Fascisme si nous n'avons pas le courage de bâtir notre maison.

L. Huart.

Ce que doit être la 3^e C. G. T.

Se rendant compte de la nécessité, aujourd'hui inéluctable, de constituer une 3^e C. G. T., les camarades nous posent déjà cette question : **Que sera la 3^e C. G. T. ?** A tous, nous répondons : Elle sera ce que vous voudrez. Je considère, pour ma part, que c'est au Congrès constituant, et à lui seul, qu'il appartiendra de définir la forme, les principes, les statuts, le fonctionnement du 3^e organisme fédéral.

Je veux pourtant répondre à cette autre question qui me fut posée personnellement : Mais, toi, quel est ton avis ?

Je commence par déclarer que cet avis m'est nettement personnel, qu'il n'engage que moi et, par avance, je déclare que j'accepterai les décisions du Congrès, sur ce point comme sur tous les autres.

Cela ne veut pas dire que je n'ai aucune idée sur l'ensemble de la question. Bien au contraire. J'ajoute même que j'exposerais franchement, nettement, carrément, comme j'en ai l'habitude, tout ce que je pense sur le sujet.

Et sans attendre davantage, je déclare ceci : 1^o **Forme de l'organisme de liaison.** — Je considère que cet organisme ne peut être qu'une C. G. T. si on veut réellement qu'il puisse vivre et agir. Toutes les expériences passées, depuis 1921 au moins, prouvent avec évidence qu'on ne peut envisager aucune autre forme de groupement.

2^o **Principes de la nouvelle organisation.** — Ces principes sont nettement formulés par les Congrès nationaux antérieurs à 1914. Je crois les avoir condensés dans la résolution présentée au nom de la minorité au Congrès de Saint-Etienne, en juillet 1922. Depuis, ils ont été confirmés par le Congrès constituant de l'Association Internationale des Travailleurs (1) en décembre de la même année. Ce sont ceux de Bakouline, Pelloutier et Gruffuelles ; ils caractérisent le syndicalisme révolutionnaire, anti-étatiste et fédéraliste.

La-dessus, tout le monde doit être, aujourd'hui, fixé et bien fixé.

3^o **Les statuts.** A mon point de vue, il serait bon de reprendre comme base, le projet de statuts élaboré par la C. E. provisoire de la C. G. T. U. et présenté au Congrès de Saint-Etienne.

Une mise au point me paraît nécessaire en ce qui concerne les fédérations d'industrie et les unions régionales dont le rôle — technique pour les premières, social pour les secondes — a besoin d'être précisé.

Il faudra aussi, je crois, prévoir une formation industrielle nouvelle rendue indispensable par l'évolution capitaliste. Pour répondre à celle-ci, il faudra sans doute constituer des **cartels industriels régionaux**, dont la fonction devra correspondre à l'action menée sur leur plan par les organismes capitalistes de même nature.

A première vue, c'est la seule modification importante qui me paraît nécessaire.

4^o **Le fonctionnement.** — Il découlera forcément des statuts. Il doit être aussi simple, aussi souple que possible. Il faut parvenir à ce que l'organisme entier vive et agisse, de la base au sommet, par l'action conjuguée de tous ses membres, de toutes ses formations à tous les degrés. Apparaissent nécessaires à ce fonctionnement, techniquement et socialement : le Comité d'atelier, le Conseil d'usine, le Syndicat (industriel autant que possible), l'Union locale, l'Union régionale, le Cartel Industriel régional, la Fédération d'Industrie, la C. G. T.

Il m'apparaît aussi qu'il faudra doter immédiatement la C. G. T. de son Conseil Economique, si on veut donner toute sa valeur à l'action fédérale suivant la formule nouvelle.

Le plan schématique de tous ces organismes a d'ailleurs été déjà exposé par l'U. F. S. A. dans une brochure que beaucoup de syndicalistes possèdent depuis plusieurs mois.

Ce plan n'est, certes, pas immuable, mais il constitue, à mon avis, lui aussi, une base solide d'où on peut partir sans crainte.

Mais, je le répète et j'y insiste, c'est au Congrès, et à lui seul, qu'il appartiendra de décider tout cela.

Aussitôt que sera connue la décision des syndicats du Bâtiment, il sera constitué une Commission d'organisation qui aura charge de présenter sur tous ces points, un travail d'ensemble, pour la discussion, et qui recevra toutes les suggestions à leur sujet. C'est, je crois, le mieux qu'on puisse faire.

Pierre BESNARD.

N. B. — Au nom de l'U. F. S. A., j'informe les camarades syndicalistes autonomes qu'ils trouveront chaque semaine, dans le « Libéraire » qui met gracieusement sa quatrième page à notre disposition, les articles et communiqués de l'U. F. S. A. et de ses militants, « La Voix du Travail », de son côté, les renseignera chaque mois.

P. B.

AUX CITOYENS MEMBRES DE LA C. E. DE LA FEDERATION UNITAIRE DU BATIMENT

Le message et la calomnie sont, depuis toujours, les armes essentielles des pseudo-communistes de la C. G. T. U.

Is viennent d'en fournir une preuve de plus. Fidèles à un mot d'ordre constant, ils tentent de représenter leurs adversaires comme les alliés d'une bourgeoisie qu'ils servent souvent par sottise et inconscience.

C'est ainsi que, voulant jeter le discrédit sur la vieille fédération du Bâtiment — qu'ils ont brisée — les membres de la C. E. et du bureau de la fédération unitaire n'hésitent pas à écrire dans l'« Humanité » du 15 août 1926 :

« Pour renforcer le bateau de l'autonomie, le Bureau fédéral autonome et ses fidèles s'adressent au franc-maçon Besnard, etc... »

Eh bien ! citoyens calomnieurs et menteurs, en voilà assez ! Il vous faut, maintenant, ou prouver ou vous dégonfler ! Et vous n'aurez pas le choix.

JE DECLARE, MOI, PIERRE BESNARD, NE PAS APPARTENIR, N'AVOIR JAMAIS APPARTENU A LA FRANC-MACONNERIE.

Je vous mets en demeure d'apporter la preuve de votre affirmation. Cela doit vous être d'autant plus facile que, malgré les ukases de vos congrès internationaux et nationaux, vous comptez encore dans vos rangs, et dans ceux de votre parti, bon nombre de franc-maçons et de « Compagnons du Devoir ».

Vous avez huit jours pour apporter cette preuve. Passé ce délai, je prendrai acte de votre imposture.

Le reste regarde mes amis du Bâtiment. Ils vous répondront.

Mais, quelles canailles vous êtes ! Des canailles qui n'hésiteront pas au jugement de la classe ouvrière.

Pierre Besnard.

Métallurgistes autonomes. — Réunion du Conseil, vendredi 20 à 21 heures au siège. De permanence, samedi 21 : Guigui.

(1) La déclaration de ces principes paraîtra dans le n° 2 de la « Voix du Travail ».

LIBRAIRIE SOCIALE

La Librairie Sociale peut fournir tous les ouvrages de philosophie, sociologie, science, littérature, éducation sexuelle, hygiène, ainsi que tous les classiques de la littérature de langue française.

Il suffit, pour cela, de nous indiquer le titre, le nom de l'auteur et si possible l'éditeur. Nous ne donnons pas suite actuellement aux commandes à crédit ou contre remboursement.

Adresser les commandes, accompagnées de leur montant.

À Pierre Mualdès

9, rue Louis-Blanc, Paris, 10^e

TRIBUNE FEDERALE DU BATIMENT

L'AUTONOMIE CORPORATIVE

N'EST PAS UN BUT

Les syndicalistes corporatistes, qui engagent leurs syndicats dans cette voie isolée localement, perdent tous les avantages du syndicalisme fédéraliste.

Les quelques avantages financiers que font miroiter les partisans de ce mouvement, seront vite grignotés par l'action patronale, qui, elle pratique sur l'échelle locale, nationale, et internationale, la solidarité pour la défense de ses intérêts.

Quelle est la force du Syndicat, le nombre, à condition qu'il agisse dans toutes les actions, si au contraire le Syndicat est zéro, vous pouvez ajouter après un million de zéros, ce sera toujours zéro.

Le Syndicat autonome corporatif n'a plus aucune liaison locale ni fédérale, parce que ce dernier s'isole, parce qu'il considère les cotisations trop élevées, il doit être logique jusqu'au bout, et si nous poursuivons notre raisonnement de même, le syndicat devrait à son tour s'isoler, jusqu'à l'individu, le problème posé par ceux qui se disent syndicalistes révolutionnaires.

D'où est née la force syndicale de la base au sommet, et vice-versa quand l'action est conjuguée, d'ailleurs les syndicalistes qui affirment que l'union fait la force, sont mal placés lorsqu'ils s'isolent dans leur tour d'ivoire.

La cotisation n'est qu'un moyen secondaire rétrograde en matière d'idéal, jeter dans les débats son intérêt personnel avant de placer celui de l'intérêt général nous n'aurions jamais eu les Pelloutier, etc...

C'est une erreur, l'autonomie corporative, vous vous en aviez une idée, la grève des maçons de Lyon a coûté 600.000 francs en deux ans pour un résultat de salaires bien inférieurs aux dépenses et aux sacrifices faits, vu que la partie sera à recommencer lorsque le coût de la vie va augmenter.

On ne peut jamais jouer avec les capitaux patronaux, c'est un mauvais argument quand les militants disent, les travailleurs ne se syndiquent pas parce que la cotisation est trop élevée : regardons ce que l'on dépense au bistrot à l'heure actuelle avec les consommations d'avant-guerre. Jetons le prix de la cotisation et la consommation au bistrot, quelle différence.

Le syndicat n'a pas assez de force d'attraction pour les attirer à lui et c'est pourquoi un Syndicat corporatif n'est vivant que pendant que la question du ventre est en jeu et oublie tout le reste pour l'idéal.

Il manque au Syndicat la culture intellectuelle, les bibliothèques, les cercles d'études, les cours professionnels, l'agitation dans la rue, l'action directe a été délaissée.

Pourquoi le militant est absorbé continuellement et le syndicat partiellement, parce qu'on ne donne pas cette nourriture substantielle aux syndiqués.

Le syndicat a sur le marché du temps c'est le secrétaire, la Fédération, le B. F., et bien non, l'œuvre fédéraliste est mal comprise, parce que cette dernière va de l'unité au nombre, et reçoit beaucoup plus qu'elle ne donne du centre.

Moralement elle bénéficie de l'influence que ce dernier a sur le marché du travail pour le respect des lois sociales en vigueur.

Matériellement, elle reçoit le travail national et international du journal.

Pourquoi quitter un organisme central quand celui-ci respecte les décisions de Congrès ? Pourquoi s'isoler quand on pense la même chose, les fédéralistes des égoïstes syndiqués, tard nous nous rallierons, cet opportunisme est une faiblesse quelconque.

Tous les organismes corporatifs du Bâtiment qui sont restés tels ont fait le jeu des communistes, et tout en partageant l'idéal qui défend la vieille Fédération du Syndicalisme Révolutionnaire face aux partis politiques ils vont la trahir.

Les remparts ne résistent à la tempête que par leur solidité, un maçon qui construit un parement et derrière fait du vide travaille pour amuser la galerie. Les corporatistes les imitent. Ils sont ce que nous ne sommes pas, les fédéralistes des égoïstes syndiqués.

L'heure va être grave. 11 milliards d'impôts nouveaux vont créer la vie chère.

Et je pense que tous ensemble nous ne serons pas de trop.

L'action par petits paquets c'est la mort à l'avance.

Les militants syndicalistes, révolutionnaires, fédéralistes de province ouvrent l'œil et le bon, si nous voulons éviter l'écrasement.

Le B. F.

11 MILLIARDS SUR LE DOS

Cela arrive après les fêtes du 15 août, quelques camarades disent, avec l'échelle mobile dans notre contrat, nous doublerons nos difficultés, et nous pourrions rajouter nos salaires au coût de la vie.

Dans les deux C. G. T. on prépare la campagne pour exploiter cette situation, les états-majors se réunissent, les uns comptent sur la bienveillance des Pouvoirs publics, les autres sur la démagogie du front unique.

Quelle époque vivons-nous quand on pense que la misère humaine est un champ de recrutement pour les troupes électoraux soit à la C. G. T., soit à la C. G. T. U.

L'intérêt ouvrier, malheureux, mais à quoi pensez-vous, n'y a-t-il pas l'intérêt des chefs d'abord, ceux qui veulent bien vivre, ceux qui ne veulent jamais plus retourner au travail, au contraire attendent les prochaines élections pour être candidats aux nouveaux postes.

J'ai lu et relu les manifestes des deux C. G. T., pas un ne parle de l'action directe des masses sur les Pouvoirs publics, ils se jettent tous sur l'ameçon, le rétablissement du franc, et si les unitaires n'ont pas d'entrevues avec Poincaré, c'est que ce dernier ne les fait pas appeler, ils seraient si contents d'entrer en pourparlers pour les réformes sociales qu'ils jaloussent aux confédérés, voire assurances sociales, vacances payées, salaire or, échelle mobile, etc., d'ailleurs pourquoi toutes ces propositions de front unique avec les confédérés, si ce n'est pour faire comme eux, jusqu'à ce jour les avez très bien imités.

On dit bien, il faut l'Unité ouvrière pour l'action, mais il serait bon au préalable de savoir de quelle action, de celle qui renforcera votre parti politique, ou de celle qui améliorera la classe ouvrière ? Vous n'ignorez pas que le facteur « vie chère » est le résultat de l'Etat, quel qu'il soit, qui entretient des parasites sociaux, dont tous les parlementaires émergent au budget.

Unité, oui, mais celle d'avant la guerre, où les politiciens étaient laissés à leur besogne à eux, et les syndicalistes révolutionnaires faisaient la leur. Nous pourrions voir l'action de ce temps-là, et les méthodes employées, il est vrai que les bolcheviks vont nous dire : la Révolution russe a été menée par la loi, nous a donné l'enseignement, oui, et lequel ? La hiérarchie dans les salaires, et la vie chère chez eux comme chez nous, une classe qui travaille et l'autre qui dépense, sans travailler. Voyez dernière publication de la Nef.

Camarades bâtisseurs, la solution : il n'y en a pas deux. Une seule : prime et révision des salaires, sont des palliatifs, car chaque fois que le premier augmente, le second le double par les spéculateurs et les mercantis.

La solution est ailleurs, aux troubles causés par la vie chère, le premier travail, c'est la réquisition des magasins, par les consommateurs, travailleurs organisés, immédiatement

DANS LE S. U. B.

Toujours confiant dans ses méthodes d'action et fidèle à son programme d'émancipation de la classe ouvrière dans le vrai chemin du Syndicalisme, le S. U. B., malgré les attaques des politiciens ultra-rouges, continue son chemin lentement, mais sûrement. Par une bonne propagande, le recrutement suit normalement son cours. Les camarades délégués n'ont pas de peine à faire comprendre aux gars du bâtiment, qu'une seule organisation, le S. U. B., n'ayant aucun fil à la patte et vivant de ses propres ressources, peut exposer aux camarades sa doctrine syndicale, sans crainte d'éloigner les camarades égarés ; bien au contraire, car nombreux sont ceux qui viennent reprendre leur place de combat dans leur section respective, pour mener la lutte sur le terrain du travail et dans le vrai syndicalisme.

Eh oui, notre S. U. B. vit et progresse tous les jours et nous crions bien fort, à tous les exploités de la bâtisse, le cri que tous doivent entendre :

Tous au S. U. B. pour le triomphe du vrai syndicalisme révolutionnaire et de nos revendications.

Faudry, Courtois, Denant, Langlassé.

REUNION DES CONSEILS DES SECTIONS SUIVANTES

A 18 HEURES, BOURSE DU TRAVAIL

Lundi 23 août

Charpentiers en fer : le Conseil est avancé d'un jour, il aurait lieu lundi. Bureau 13, 4^e étage.

Mardi 24 août

Plombiers : Bureau 12, 4^e étage.
Monteurs en chauffage : Bureau 14, 4^e.

Mercredi 25 août

Maçonnerie de Pierre : Bureau 12, 4^e. Cimentiers, maçons d'art.

ASSEMBLEE GENERALE DES SECTIONS SUIVANTES

Dimanche 22 août

Maçonnerie de pierre : salle Bondy.
Vendredi 27 août 1926

Monteurs en chauffage : assemblée générale à 17 heures, 30, salle Fernand-Pelloutier.

Jeudi 26 août

Conseil général du S. U. B. à 18 heures, Bureau 13, 4^e étage.

13^e Région.

Réunion de la C. Ext. régionale le mercredi 25 août à 18 heures, salle des Commissions A., 5^e étage.

Cet avis sert de convocation individuelle ; que les camarades de la C. Ext. en prennent bonne note.

SECTION TECHNIQUE DES CHARPENTIERS EN FER, MONTEURS-LEVEAGERS

FORGERONS DE CHANTIERS DE LA REGION PARISIENNE (Vieux Syndicat)

A tous les compagnons et aides : Syndiqués, retardataires, non syndiqués, indépendants. — Camarades,

Devant le péril qui nous menace : vie chère et salaires insuffisants, violation des lois sociales et de la journée de huit heures, tentative d'instauration dans les chantiers d'une discipline de fer, de l'abolition des us et coutumes professionnels, l'heure de relever la tête, l'heure de faire l'Unité, l'heure d'agir et de prendre des responsabilités a sonné.

Après la grande grève de 1920, notre corporation fut officiellement reconnue par la Chambre syndicale patronale ; pour obtenir ces résultats les corporants firent beaucoup d'action, et de nombreux sacrifices. Si nous voulons imiter nos aînés, il n'y a plus de temps à perdre, il faut nous rassembler et déterminer immédiatement notre action propre.

supprimer le gaspillage, par une répartition équitable par quartier ou tout le monde se connaît.

Les troubles de vie chère il faut garder son sang froid, éviter la dilapidation par l'abus, créer l'ordre syndical, en face le désordre bourgeois ; aujourd'hui sont ravitaillés tous ceux qui ont de l'argent et qui possèdent ; demain il faudra alimenter tous ceux qui travaillent, et limiter tous ceux qui consomment sans travailler, à l'exception faite des vieillards, infirmes et enfants.

Le chômage va commencer aussitôt que les troubles économiques vont se manifester, le patronat qui, lui est dans l'âge d'or depuis la fin de la guerre, va rejeter sur les travailleurs tous les impôts qui lui incomberont, comme les commerçants vont faire payer à tous les consommateurs les nouvelles taxes ; c'est toujours les producteurs qui seront les plus opprimés.

Le syndicalisme de classes, doit être à l'avant-garde dans cette tourmente ; organisé industriellement, il faudra s'organiser interlocalement pour prendre l'offensive à la fermeture des chantiers, des magasins, il ne faudra pas se contenter de la grève des bras croisés ; nous sommes dans la place révolutionnaire, il faudra la conquérir par le travail dans la fonction, et la fonction dans l'organe. N'attendez rien des politiciens, que des promesses et ensuite des bons conseils ; être bien sages et mourir de privations. Les 11 milliards sur le dos vont nous écraser, organiser la résistance pour défendre les droits du travail, et le droit à la vie en produisant les richesses sociales.

Le Bureau Fédéral.

DANS LES SYNDICATS

LA GREVE DU BATIMENT A ROUBAIX

Ga du syndicalisme, pouah !...

Devant la triste situation actuelle et la hausse constante du coût de la vie, les gars du bâtiment de la région de Roubaix, Tourcoing, Croix, Wattrelos et zone frontrière, ont déserté, au nombre de 5.000, les chantiers de la région.

Pour faire échec à la mauvaise volonté de leurs exploitateurs à leur accorder le strict nécessaire pour ne pas crever de faim et pour forcer la main aux singes, afin d'obtenir 4 francs de l'heure, c'est-à-dire une augmentation horaire de 85 centimes, les gars de la bâtisse ont réjoui.

Dans son ensemble le mouvement est beau. Certes, nous pourrions faire quelques réserves sur certaines habitudes syndicales de ch'Nord ; mais enfin constatons qu'il n'y avait qu'un faible pourcentage de renégats.

Pourtant, cela n'eût pas le don de plaire à nos braves muscoulards des unitaires qui, après une manœuvre intruse de mainmise sur le mouvement, nous tirent dans les jambes.

Ces salauds, quoique n'étant qu'une minorité, ont fractionné le mouvement en deux et se sont mis à traiter avec... les patrons bien entendu.

Dans des conditions inférieures à celles des autres, ils ont autorisé leurs adhérents à travailler avec 0 fr. 25 d'augmentation et ce, dans quatre des plus grands chantiers touchés par le mouvement.

Alors, bas les masques ! Est-ce cela que nous disait le brave camarade Jules Degueldade, délégué de la F. U. B. au meeting de protestation contre la guerre à Roubaix ?

Meeting qui, soit dit en passant, malgré la mobilisation des troupes communistes de Lille